

cyberpresse.ca

# LA PRESSE VIVRE

MODE, SANTÉ, SOCIÉTÉ, JEUX VIDÉO ET TECHNO



**CETTE SEMAINE**  
Femme, homme ou un peu des deux?  
Une personne sur 2000 est intersexuée mais personne n'en parle. L'émission préférée de Marie-Claude Lortie. Les cuissardes font un retour en force. Êtes-vous Facebook ou Twitter? Les PC ultraminces et *The Beatles: Rock Band*.

Le cas de l'athlète Caster Semenya, dont la féminité est remise en cause, a été largement médiatisé.  
PHOTO OLIVIER MORIN, AFP

## RETOUR AU DÉFICIT

# CHAREST IMPOSE LE BÂILLON

Québec prévoit un déficit de plus de 11 milliards pour les quatre prochaines années

« Les choses n'avancent pas », a plaidé le ministre des Finances, Raymond Bachand. « C'est le retour à l'État autoritaire! » a tonné le leader parlementaire de l'opposition officielle, Stéphane Bédard.

TOMMY CHOUINARD PAGE A2



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

**Charest, le boss** VINCENT MARISSAL PAGE A3

### ANDRÉ LAVALLÉE ET LE FLQ

#### LES CHEFS RÉAGISSENT

Louise Harel se défend d'être derrière le dévoilement du passé felquistique d'André Lavallée. Richard Bergeron estime qu'il s'agit de « quelque chose de grave ». Louise O'Sullivan croit qu'il aurait dû en avertir son chef.

PAGE A4

### LA PRESSE ET ANDRÉ LAVALLÉE

PHILIPPE CANTIN, VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT  
PAGE A4

### Le FLQ? Bof

YVES BOISVERT  
PAGE A5



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

## EXCLUSIF

# LE DGEQ ENQUÊTE SUR UNION MONTRÉAL

Le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) enquête depuis le début du mois sur des allégations de financement illégal du parti du maire Gérald Tremblay pour la période de 2001 à 2007. Des enquêteurs du DGEQ ont visité mardi les administrations d'une dizaine d'arrondissements montréalais. Le DGEQ est intervenu après avoir recueilli des allégations voulant que des factures d'une firme de communication aient été envoyées aux arrondissements sans que des services aient été fournis.



ÉRIC CLÉMENT PAGE A6

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

### ACTUALITÉS

#### CHIRURGIE ESTHÉTIQUE

## PRÉVENIR LES DÉRIVES


Liposuction, Botox et autres interventions de chirurgie esthétique sont dans la ligne de mire du Collège des médecins du Québec. « Il y a un risque de dérive dans un domaine qui est de plus en plus sollicité. »

PASCALLE BRETON PAGE A10

#### GRIPPE A (H1N1)

## QUÉBEC SE PRÉPARE

Les travailleurs de la santé, les femmes enceintes, les enfants âgés de 6 mois à 5 ans et les malades chroniques âgés de moins de 65 ans seront vaccinés en priorité. Mais les quelque 11,5 millions de doses ne sont pas encore disponibles.



PASCALLE BRETON PAGE A8

PHOTO TIM SLOAN, AFP

### LE CANADIEN L'EMPORTE 3-2

## TOUT NOUVEAU TOUT BEAU




PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Le premier match préparatoire du Canadien s'est terminé comme il avait commencé: dans la bonne humeur. Les partisans ont célébré le gain de 3-2 du Tricolore aux dépens des Panthers de la Floride. Une victoire qui a mis en évidence trois des nouvelles acquisitions du CH. Scott Gomez, avec la complicité de Mike Cammalleri et Jaroslav Spacek, a enfilé son premier but dans l'uniforme de la Flanelle.

SPORTS PAGES 1 À 3

Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**  
Charest impose le bâillon, c'est pour protéger les députés de la grippe porcine.

Venez voir mon blogue! [cyberpresse.ca/laporte](http://cyberpresse.ca/laporte)

## LASIK MD VISION

### CORRECTION DE LA VUE AU LASER

À partir de **490\$** par œil\* ~~TAXE~~

Financement offert avec de basses mensualités

#### À LASIK MD, nous corrigeons:

- ✓ La myopie
- ✓ L'hypermétropie
- ✓ L'astigmatisme



Dr Pierre Demers M.D., FRCSC 40 000 interventions  
Dr Avi Wallerstein M.D., FRCSC 50 000 interventions  
Dr Mark Cohen M.D., FRCSC 50 000 interventions

Consultation GRATUITE : 1 866 393-1515 • [www.lasikmd.com](http://www.lasikmd.com)

LAVAL | MONTRÉAL | BROSSARD

Halifax | Québec | Sherbrooke | Ottawa | Toronto | Calgary | Vancouver

\* Les prix peuvent changer sans préavis et peuvent varier selon la prescription. Correction personnalisée à 1750 \$ par œil. Applicable sur une chirurgie des deux yeux.

## JEAN CHAREST IMPOSE UN BÂILLON

## RETOUR AUX DÉFICITS À QUÉBEC

Surprise sur la colline parlementaire. Alors que le bâillon est généralement utilisé à la fin de la session parlementaire, le gouvernement Charest a décidé de s'en servir d'emblée. Objectif: faire adopter une loi qui autorise la province à être en déficit.

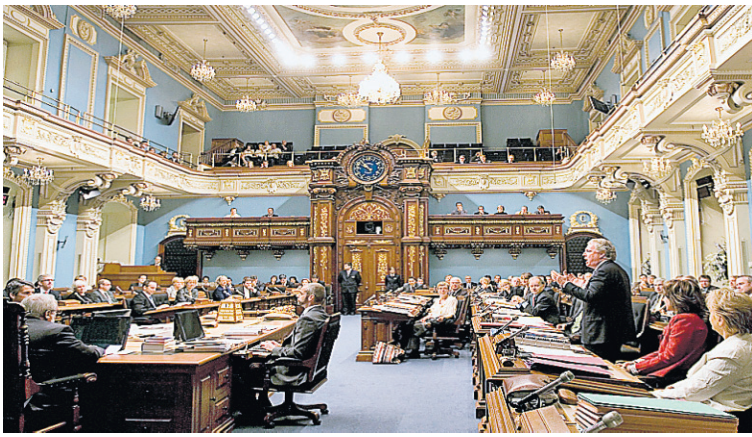


PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE  
Jean Charest a demandé hier au président de l'Assemblée nationale de convoquer tous les députés pour une séance extraordinaire aujourd'hui.

Chopard

Disponible exclusivement chez:  
**CHÂTEAU D'IVOIRE**  
JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283  
WWW.CHATEAUIVOIRE.COM

B996269A



TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Dès la première semaine de la session parlementaire, le gouvernement Charest impose un bâillon pour adopter à toute vapeur un projet de loi qui l'autorise à plonger le Québec dans le rouge pendant quatre ans.

Hier, en début d'après-midi, le premier ministre Jean Charest a demandé au président de l'Assemblée nationale, Yvon Vallières, de convoquer tous les députés pour une séance extraordinaire aujourd'hui.

Les règles normales de procédure sont suspendues. Le projet de loi 40 sur l'équilibre budgétaire sera adopté en quelques heures, à la suite de débats écourtés. Déposé en mai dernier, ce projet de loi vise à suspendre l'application de certaines dispositions de la loi antidéficit pour permettre au gouvernement de ne pas avoir à équilibrer ses budgets pendant quatre ans. Le gouvernement Charest prévoit des déficits totalisant plus de 11 milliards de dollars, dont 3,9 milliards cette année.

Le coup de force du gouvernement a causé la surprise sur la colline parlementaire. C'est que le recours au bâillon, une mesure exceptionnelle, se fait généralement à la toute fin d'une session parlementaire, lorsque le gouvernement juge impossible d'obtenir l'accord de l'opposition et tient à aller de l'avant. Dans le cas présent, la session parlementaire a débuté mardi.

« Les choses n'avancent pas », a plaidé le ministre des Finances, Raymond Bachand. « L'opposition a clairement indiqué qu'elle n'acceptait pas le fond du projet de loi. »

« C'est le retour à l'État autoritaire! » a tonné le leader parlementaire de l'opposition officielle, Stéphane Bédard. « C'est Jean Charest à la sauce 2003. Il ne l'a pas

dit en élections qu'il voulait remonter ce côté sombre de sa personnalité: En dehors de moi, point de salut. Il revient avec la bonne vieille méthode, il rentre les choses de force. »

Pour justifier le recours à la « motion de procédure d'exception » – mieux connue sous le nom de bâillon –, Raymond Bachand a affirmé que 50 heures de consultations et de débats ont déjà eu lieu le printemps dernier et qu'un seul article a été adopté jusqu'à maintenant.

Selon le grand argentier du gouvernement, « la loi 40 est essentielle » pour assurer « la crédibilité des finances publiques du Québec ». « Il n'y a pas de menace » de la part des agences de notation au sujet de la cote de crédit

Depuis le printemps dernier, l'opposition refuse de donner son aval au projet de loi. Elle veut d'abord connaître les mesures qu'entend prendre le gouvernement pour assurer le retour à l'équilibre budgétaire. Seulement une partie du plan est connue: hausse de la TVQ, indexation des tarifs des services publics et croissance des dépenses limitée à 3,2 %.

En juin dernier, le gouvernement avait accepté d'amender le projet de loi pour garantir le retour au déficit zéro en 2013-2014. Mais ce n'était pas suffisant pour l'opposition.

Hier matin, le Parti québécois et l'Action démocratique du Québec avaient mis un peu d'eau dans leur vin. Ils avaient proposé de scinder le projet de loi afin d'adopter immédiatement les articles qui portent sur la réforme comptable et qui ne font l'objet d'aucun litige. Mais Jean Charest avait déjà pris sa décision. Le gouvernement regrette même de ne pas avoir imposé le bâillon dès le printemps. « On aurait dû l'adopter à la fin juin », a affirmé Raymond Bachand. Le gouvernement espérait à l'époque que l'opposition change d'idée au cours de l'été.

C'est la sixième fois que le gouvernement impose un bâillon depuis son arrivée au pouvoir, mais la première fois depuis décembre 2006. En tout, 23 projets de loi ont été adoptés entre 2003 et 2006 au moyen de cette mesure spéciale.

Le bâillon qui est imposé aujourd'hui est un peu différent de celui utilisé dans le passé. Selon une réforme parlementaire qui vient d'entrer en vigueur, le gouvernement ne peut recourir à cette motion d'exception que pour adopter un projet de loi à la fois. Auparavant, plusieurs lois pouvaient être adoptées d'un seul coup. Cette contrainte ne pose toutefois aucun problème au gouvernement cette fois-ci, puisque seul le projet de loi 40 sera réglé sous le bâillon.

« Les choses n'avancent pas », a plaidé le ministre des Finances, Raymond Bachand. « L'opposition a clairement indiqué qu'elle n'acceptait pas le fond du projet de loi. »

du Québec, « mais il faut un moment donné avoir une maison qui est en ordre », a-t-il ajouté.

La réforme comptable contenue dans le projet de loi – et réclamée par le vérificateur général – doit aussi être adoptée afin de publier la mise à jour économique en octobre de même que les états financiers de l'année budgétaire terminée le 31 mars dernier.

Un « chèque en blanc »

Les explications du gouvernement sont « loufoques » aux yeux de Stéphane Bédard. « Ce que voulait Jean Charest, c'est un chèque en blanc pour pouvoir endetter les Québécois », a-t-il lancé. « On veut nous forcer à accepter un chèque en blanc avec un fusil sur la tempe », a renchéri le député adéquiste François Bonnardel.

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?  
[nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?  
[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

## SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 10	Horaire télévision	ARTS 5
Astrologie du jour	AFFAIRES 9	Loteries	A 13
Bourses	AFFAIRES 6 et 7	Monde	A 16 et 17
Décès	AFFAIRES 9 et 10	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 8
Forum	A 18 et 19	Sudoku	AFFAIRES 4

## Météo

Nuageux avec averses cessant en matinée, maximum 17, minimum 8. AFFAIRES 8

NOUVEAU SHOW DE VARIÉTÉS

# CE SOIR 19 h LES MOQUETTES COQUETTES

SKETCHS, ENTREVUES, CHANSONS,  
HUMOUR : TOUT POUR ALLUMER  
VOS VENDREDIS SOIRS.

INVITÉ : YVES PELLETIER

telequebec.tv



Télé-Québec



Elles sont intelligentes,  
drôles, décapantes...

B996269A

## JEAN CHAREST IMPOSE UN BÂILLON



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Jean Charest a imposé un bâillon pour adopter le projet de loi 40. Déposé en mai dernier, ce projet de loi vise à suspendre l'application de certaines dispositions de la loi antidéficit pour permettre au gouvernement de ne pas avoir à équilibrer ses budgets pendant quatre ans.

## Charest, le boss



VINCENT  
MARISSAL  
CHRONIQUE

On aurait pu croire, c'eût été normal, que le retour d'un gouvernement majoritaire à Québec allait nécessairement calmer le jeu à l'Assemblée nationale.

Eh bien non, le début de session parlementaire est plutôt rock-and-roll à Québec et le gouvernement a décidé de mater l'opposition après seulement trois jours en imposant le bâillon.

Jean Charest avait promis à la fin de la dernière session de ne pas imposer le bâillon. Il n'avait pas dit toutefois qu'il se reprendrait à la première occasion dès le début de cette nouvelle session. Faut croire que cela le démangeait.

La manœuvre est nécessaire, disent les libéraux, pour suspendre certains articles de la loi antidéficit. Sinon, il faudra

sabrer dans les programmes gouvernementaux puisque la loi antidéficit interdit... les déficits.

C'est d'une logique indéniable. Sur papier.

*Le geste intempestif de Jean Charest ressemble fort à une mesure de représailles envers le PQ, qui a mordu fort les mollets du gouvernement depuis trois jours sur les questions d'éthique.*

Au pied de la lettre, la loi interdit effectivement au gouvernement de faire des déficits. Mais il n'est écrit nulle part que les finances du Québec vont s'effondrer si la province entre techniquement en déficit le temps d'adopter la loi 40 (modifiant la loi antidéficit, vous suivez toujours?). Et puis, le gouvernement est majoritaire.

Son projet de loi finira nécessairement par être adopté. Alors, pourquoi cet empressement?

Avant les motivations financières, le coup d'éclat du gouvernement Charest s'explique d'abord par des motifs politiques.

Dans l'immédiat, l'imposition du bâillon relègue le débat sur l'éthique au deuxième rang. Soudainement, hier, David Whissell est devenu beaucoup moins important pour l'opposition.

Pour rester dans les motivations politiques, le geste intempestif de Jean Charest ressemble fort à une mesure de représailles envers le PQ, qui a mordu fort les mollets du gou-

vernement depuis trois jours sur les questions d'éthique.

Jean Charest pensait que la démission de David Whissell de son poste de ministre du Travail allait noyer le poisson. Mais non, l'opposition n'a pas voulu lâcher le morceau. Les libéraux étaient extrêmement frustrés par les attaques du PQ sur l'éthique, au point de

parler, en privé, d'attaquer personnellement Pauline Marois (le mari de M<sup>me</sup> Marois est Claude Blanchet, ex-PDG de la SGF, congédié par les libéraux, et parti avec une généreuse pension).

En imposant le bâillon, le premier ministre a réagi comme un père autoritaire: tu ne veux pas m'obéir, paf! Une bonne claque en arrière de la tête, et va réfléchir dans ta chambre!

Après trois jours de session, c'est brutal. À ce rythme-là, l'Assemblée nationale risque de ressembler à une bonne vieille joute Canadien-Nordiques d'ici l'ajournement des Fêtes.

M. Charest aura le dernier mot. Il fera adopter son

plus nombreuse que celle des autres.

S'il est vrai qu'il y a urgence, comme le disent les libéraux, d'adopter le projet de loi 40 pour pouvoir faire des déficits, l'urgence est encore plus grande de commencer à attaquer ces déficits, qui devront être résorbés en 2013-2014, selon l'engagement du gouvernement.

Le gouvernement Charest doit commencer par préciser son plan pour la consultation qu'il a lui-même annoncée. Ensuite, il doit indiquer les paramètres de cette consultation: qui, quand, quoi, comment et pourquoi.

Exposer dès maintenant le plan d'élimination du déficit (prévu en 2013-2014, rappelons-le), comme le demande Pauline Marois, est irréaliste. Le gouvernement ne peut pas indiquer quatre ans à l'avance quels seront ses choix budgétaires. Cela se fait une fois par année, au dépôt du budget, justement.

Et puis, l'opposition doit être cohérente: si elle réclame une consultation, elle ne peut pas en même temps exiger maintenant toutes les réponses du gouvernement.

Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca



DE RETOUR

CE SOIR 20 h  
LA JOUTE

AVEC STÉPHAN BUREAU

DES SUJETS CHAUDS. DES DÉBATS ENFLAMMÉS. DES INVITÉS PRÊTS À TOUT POUR DÉFENDRE LEUR POINT DE VUE. ET LE MEILLEUR ? C'EST LE PUBLIC QUI DÉCIDE.

telequebec.tv



Télé-Québec

Qui des trois gagnera :  
Boom Desjardins, Yves Boisvert, Esther Bégin ?

## ACTUALITÉS

La Presse  
et André Lavallée

**PHILIPPE CANTIN**  
Vice-président à l'information  
et éditeur adjoint

Chers lecteurs,

La nouvelle concernant le passé d'André Lavallée, publiée dans notre numéro d'hier, a suscité de nombreuses réactions. Des lecteurs et des commentateurs ont remis en cause notre décision de lever le voile sur ses activités au sein du FLQ en 1971. À leur avis, ces événements, vieux de près de 40 ans, appartiennent au passé et auraient dû y rester. Je respecte cette opinion mais ne la partage pas.

En journalisme, trois éléments permettent d'évaluer la pertinence de publier ou non une nouvelle: la véracité des faits, la démarche journalistique et l'intérêt public. Dans le cas qui nous occupe, la véracité des faits ne soulève aucun doute, comme M. Lavallée l'a lui-même reconnu. La démarche journalistique, elle, a été faite dans les règles de l'art. Nous avons fait largement état de ses réponses à nos questions, en plus de rappeler ses réusites professionnelles depuis son engagement en politique municipale.

Reste alors la question de l'intérêt public. M. Lavallée, je le rappelle, n'est pas un politicien ordinaire. Son poste de vice-président du comité exécutif de la Ville de Montréal en fait le numéro trois de l'administration municipale, qui gère un budget annuel de 4 milliards et dont les décisions influencent chaque jour la vie de centaines de milliers de personnes habitant la grande région de Montréal. Occuper un poste électif dans cette ville constitue une lourde charge.

Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, les médias examinent le passé des candidats. Cela est vrai dans toutes les démocraties du monde. Il est sain qu'il en soit ainsi. Les électeurs sont en droit d'avoir un portrait complet du parcours de ceux et celles qui sollicitent leur confiance. Dresser la liste de tous les politiciens du Québec et d'ailleurs au Canada, des États-Unis et d'Europe qui, un jour, ont été confrontés publiquement à leur passé même lointain

remplirait de nombreuses pages de ce journal.

La participation de M. Lavallée à une action du FLQ, un vol dans un bingo pour financer ce groupe, est survenue en 1971. Le fait qu'il ait choisi d'y participer, sachant fort bien que le FLQ avait commis l'assassinat du ministre Pierre Laporte et l'enlèvement du diplomate James Richard Cross un an plus tôt, est certainement d'intérêt public. M. Lavallée a plaidé l'erreur de jeunesse. Il a soutenu avoir agi dans un contexte de provocation et d'infiltration policière. Et nous avons publié ses explications.

Toute la journée d'hier, à la radio et à la télévision, des gens ont dit que «tout le monde» était au courant de cette affaire et qu'il était inutile de la rappeler. Chose sûre, au moins une personne n'était pas au courant: le maire de Montréal lui-même. M. Lavallée a d'ailleurs reconnu avoir appelé son patron pour l'informer de la situation après son entretien avec nos journalistes.

D'autres observateurs ont mentionné que *La Presse* était «en croisade» contre le maire Gerald Tremblay et son équipe. Et que la publication de cette nouvelle en fournissait une autre preuve.

À cette allégation, je répondrai simplement ceci: sans le travail soutenu des journalistes de *La Presse*, qui ont fouillé avec minutie des dossiers complexes, interrogé des dizaines de personnes, consulté un nombre incalculable de documents et recoupé des informations provenant de sources diverses, des nouvelles majeures n'auraient pas été dévoilées. Parmi elles, les zones d'ombre dans l'attribution du contrat des compteurs d'eau, les transactions douteuses de la Société d'habitation de Montréal, et les liens entre des élus et des entrepreneurs ayant obtenu des contrats importants de la Ville de Montréal. Là aussi, des gens auraient sans doute souhaité que nous nous taisions.

Faire état de ces faits s'inscrit au cœur du travail journalistique. *La Presse* n'est pas en croisade contre qui que ce soit. Mais elle est déterminée à jouer avec vigueur son mandat premier, qui est d'informer ses lecteurs sur les agissements de nos gouvernements et de nos élus. Nous continuerons donc d'enquêter, de vérifier et de publier lorsque l'intérêt public le commandera.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, ARCHIVES LA PRESSE

La chef de Vision Montréal, Louise Harel, a affirmé qu'elle n'était pas derrière le dévoilement du passé felquiste d'André Lavallée et s'est dite victime d'un procès d'intention.

## PASSÉ FELQUISTE D'ANDRÉ LAVALLÉE

Harel se défend d'être  
la source de l'information

KARIM BENESSAIEH  
ET ÉRIC CLÉMENT

**Accusée à mots couverts par André Lavallée d'être derrière le dévoilement du passé felquiste du vice-président du comité exécutif de Montréal, la chef de Vision Montréal, Louise Harel, a rétorqué que jamais elle ne s'abaîsserait à une telle manœuvre et qu'il s'agit d'un procès d'intention.**

«Vous savez quelles sources vous ont informé et vous savez très bien à quel point je n'ai rien à voir avec ça, a dit M<sup>me</sup> Harel. Je désavoue ce genre de politique et l'ai désavoué toute ma vie et le désavouerais toute ma vie. Ce sont des procès d'intention que l'on me fait. Jamais je n'aurais fait une chose pareille. C'est le monde à l'envers. On devient le bouc émissaire dans cette histoire. Il y a suffisamment de raisons pour juger avec sévérité l'administration Tremblay. Il n'y a aucun motif pour déterrer des histoires comme celle-là où la personne s'est complètement réhabilitée. Moi, je partage l'opinion de Ted Kennedy. La rédemption existe.»

*La Presse* a demandé à M<sup>me</sup> Harel si elle connaissait le passé felquiste de M. Lavallée, comme il nous l'a dit mercredi. «Assez vaguement, je dois dire. Ce sont des choses que je n'ai pas enregistrées dans ma mémoire comme des faits

marquants parce que c'était déjà un passé antérieur.»

M<sup>me</sup> Harel a dit que M. Lavallée n'est pas un ennemi. «Ce n'est pas parce qu'on a un différend politique... mais il ne me viendrait jamais à l'esprit d'utiliser quelque moyen aussi odieux.» M<sup>me</sup> Harel a dit par ailleurs qu'elle n'a jamais entendu parler de quelque menace que ce soit contre André Lavallée pour l'inciter à se joindre à Vision Montréal.

**«Ce n'est pas parce qu'on a un différend politique... mais il ne me viendrait jamais à l'esprit d'utiliser quelque moyen aussi odieux», a dit Louise Harel.**

«Je n'ai jamais eu, avec André, de rencontres au cours desquelles on lui aurait proposé quelque chose, a-t-elle dit. Mais dès le départ, il le savait qu'il serait bien accueilli mais rien de formel ne lui a été proposé. Il s'est plaint pendant deux mois que je ne l'avais pas appelé. J'ai reçu des appels, y compris de mon frère, pour me demander pourquoi je ne l'avais pas appelé.»

La participation d'André Lavallée au FLQ est «quand

même quelque chose de grave», a estimé de son côté le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron. «J'ai trouvé que dans (*La Presse* d'hier matin), on lui donnait un peu trop l'absolution.»

«J'ai eu 19 ans moi aussi, j'ai été enthousiaste moi aussi, j'ai été porté vers les excès, mais jamais on ne m'aurait pris dans une affaire comme ça après les événements d'octobre, après la mort de Pierre Laporte, après l'armée dans les rues, a-t-il précisé. Personne ne pouvait ignorer ce qu'était le FLQ. Il n'y avait plus rien de bon enfant là-dedans, plus rien de charmant.»

Pour Louise O'Sullivan, chef du parti Montréal Ville-Marie et candidate à la mairie, la plus grande erreur de M. Lavallée a été de ne pas mettre Gerald Tremblay au courant de son passé. «À l'âge de 19 ans, on fait des erreurs, on vit avec pour le restant de nos jours. Mais le fait que son chef ne le savait pas, là, j'ai un problème. S'il juge aujourd'hui que ça met dans l'embarras M. Tremblay, il devrait démissionner.»

Selon M<sup>me</sup> O'Sullivan, la nouvelle a eu beaucoup d'impact chez les simples citoyens qu'elle a croisés. «Je leur ai parlé, ils me disent: "Juste à cause de ça, je ne voterai pas pour M. Lavallée." Ça les a touchés, ils pensent que M. Lavallée devrait démissionner.»

DE RETOUR

CE SOIR 21 h  
■ À LA  
DI STASIO

AVEC JOSÉE DI STASIO

RECETTES FAMILIALES À  
L'ITALIENNE : TOMATES FARCIES  
À LA SAUCISSE, PÂTES EN SAUCE  
ET RISOTTO AUX POIVRONS...

INVITÉS : LINA ANTONACCI,  
FRANCA MEZZA ET LINO

telequebec.tv



Télé-Québec



À vos chaudrons,  
avec tomates et poivrons!

# Le FLQ? Bof



**YVES BOISVERT**  
CHRONIQUE

Fascinant de voir comment tout ce qui touche au FLQ est l'objet d'une banalisation systématique.

La semaine dernière, des centaines de zozos ont applaudi la lecture du manifeste du FLQ lors du *Moulin à paroles*. Rien là-dedans de surprenant, la mystique révolutionnaire fait toujours recette.

La réaction de Pauline Marois est plus intéressante. «Moi, je n'aurais pas applaudi», a-t-elle dit sobrement. Gilles Duceppe a dit qu'il réprouvait l'utilisation des termes employés pour décrire Robert Bourassa et Pierre Elliott Trudeau (serin et tapette), mais qu'il fallait lire ce document historique – même s'il allait, de manière très prévisible, être célébré par une partie de la foule.

Voilà qui est ferme, n'est-ce pas? Si Pauline Marois avait du cran, elle aurait dénoncé ces applaudissements. C'était la moindre des choses, mais c'était trop demander. Elle préfère le relativisme émotionnel: c'est affaire de goût. Certains prennent leur café noir et applaudissent les textes terroristes, moi pas.

Françoise David nous a rappelé qu'il y a eu un temps un courant de sympathie pour le

FLQ au Québec, qui exprimait le sentiment de révolte légitime et d'aliénation des Québécois francophones.

«Cependant, à la suite de l'assassinat de Pierre Laporte, j'ai trouvé que c'était trop.» L'enlèvement de James Richard Cross et de Laporte, apparemment, ce n'était pas trop pour elle à l'époque – comme pour bien des gens, au fait.

L'excellent film de Carl Leblanc, *L'Otage* (2004), sur l'enlèvement de M. Cross, pourrait peut-être faire réaliser aux spectateurs sympathiques de nos drames historiques ce qu'est un enlèvement et une séquestration. Mais passons.

Il y a mieux. M<sup>me</sup> David,

avec le recul des ans, nous dit aujourd'hui que «Robert Bourassa a laissé tomber M. Laporte car il n'y avait pas eu beaucoup de négociations avec le FLQ».

J'en déduis que, d'après elle, aujourd'hui (pas dans sa fougueuse jeunesse), il faut négocier intensément avec les terroristes. J'en déduis surtout qu'elle fait porter une partie importante du blâme de la mort de Pierre Laporte sur Robert Bourassa. C'est une sorte d'équivalence morale qu'on nous propose. Certes, le FLQ

est allé «trop loin», mais d'un autre côté, Robert Bourassa ne négociait pas beaucoup. Chacun ses torts, en somme!



Ne soyons donc pas surpris d'entendre les réactions à l'article écrit par Éric Clément hier au sujet d'André Lavallée.

On savait déjà tout ça! Un coup pour embarrasser Gérard Tremblay! Un faux scandale!

D'abord, il est vrai que bien des journalistes savaient que le nom de M. Lavallée figure dans le rapport Keable (1980). Pas moi, remarquez bien. De plus, si un journal de quartier

*Le rôle des médias n'est pas d'enterrer complaisamment ce passé, même les portions qu'on pardonne.*

en a parlé en 1986, quand M. Lavallée s'est présenté comme conseiller municipal, c'est passé totalement sous le radar.

Normal: M. Lavallée était en 1986 un acteur politique mineur ayant eu un rôle encore plus mineur dans le FLQ (complice dans un vol de bingo et auteur de communiqué).

Il est maintenant un des hommes les plus importants de l'administration Tremblay. Conséquemment, ce «détail» de son passé prend plus d'intérêt.

Quant à la théorie voulant que *La Presse* attaque systématiquement l'équipe de Gérard Tremblay pour favoriser Louise Harel, elle est assez savoureuse. D'habitude, la théorie du complot fait présumer de sombres visées fédéralistes. C'en serait une nouvelle mouture absolument inédite et prometteuse!

Les scandales touchant l'administration de Montréal, étalés dans notre journal depuis un an, sont l'objet d'enquêtes criminelles – il y en a une demi-douzaine – et du vérificateur de la Ville.

Y en a-t-il sérieusement pour dire que le but de la publication de ces nouvelles était de remplacer Gérard Tremblay par Louise Harel ou Benoît Labonté ou Richard Bergeron? Je veux dire: les nouvelles n'étaient pas assez grosses par elles-mêmes, il faudrait imaginer un motif secret de publication? Avez-vous oublié le sujet? Faubourg Contrecoeur, les compteurs d'eau, les voyages en bateau, le copinage des entrepreneurs... Allô?



Comme Michèle Ouimet l'écrivait hier, rien dans les textes infiniment nuancés d'Éric Clément ne justifie la démission de M. Lavallée. C'est un homme respecté, un des plus solides de l'administration Tremblay. Je ne vois même pas d'embarras pour le maire dans cette affaire, je veux dire que tout le monde sera d'accord pour dire qu'après 38 ans, il y a lieu de pardonner. Juridiquement, ce n'est même pas nécessaire, puisqu'il n'y a pas de casier judiciaire: sa condamnation était trop insignifiante.

Mais est-ce à dire que ce qui est pardonnable et pardonné doit être pour toujours vu, ou plus exactement chuchoté entre initiés?

C'est ici que je suis embarrassé par la réaction instinctive de plusieurs journalistes: il ne fallait pas le dire!

Certes, c'est une erreur de jeunesse sur laquelle on a passé l'éponge. Mais se joindre au FLQ en 1971, quand on sait qu'il y a eu assassinat en 1970, c'est une moins bonne idée encore qu'en 1969. C'est un fait qu'à cette époque, l'organisation était totalement infiltrée sinon contrôlée par la police. Mais peut-on au moins dire les choses?

On dirait que non.



Il y a des raisons à cette banalisation de ce qui touche au FLQ. D'abord, la réaction du gouvernement fédéral en 1970, qui a violé les droits fondamentaux de centaines de citoyens, a laissé des traces: il a déclenché les mesures de guerre et fait emprisonner de 400 à 500 innocents présumés sympathisants sans mandat et sans accusation pendant plusieurs semaines.

Deuxièmement, le fait que les policiers auteurs des actes criminels de provocation entourant le FLQ, mais aussi de crimes contre le Parti québécois (on avait volé les listes de membres), n'ont jamais payé pour leurs actes. Donc une deuxième injustice flagrante.

Et finalement, on n'en sort pas, une sourde sympathie pour les felquistes dans certains secteurs. On excuse leurs actes comme un mal nécessaire, ces fameux œufs qu'il faut casser pour faire des omelettes.

Quoi qu'il en soit, le rôle des médias n'est pas d'enterrer complaisamment ce passé, même les portions qu'on pardonne.



Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

## FAUBOURG CHAMPÊTRE À LONGUEUIL

# Jacques Goyette réplique à ses détracteurs

ARIANE LACOURSIERE

La carrière de notaire du vice-président du comité exécutif de la Ville de Longueuil et candidat à la mairie, Jacques Goyette, vient encore une fois le hanter alors que commence aujourd'hui la campagne électorale municipale.

Comme l'a rapporté le journal *Point Sud* en début de semaine, M. Goyette a lui-même proposé, en 2007, un règlement au conseil municipal pour permettre la construction d'un important projet immobilier à Longueuil: le Faubourg Champêtre. Le promoteur de ce projet, un fidèle client de M. Goyette, a ensuite confié la majorité des contrats de notariat au cabinet de M. Goyette, Hardy Goyette et Associés.

Les archives municipales révèlent qu'à la séance du conseil municipal du 3 avril 2007, M. Goyette a proposé un règlement «modifiant le plan d'urbanisme de la Ville». Cette modification a entre autres permis la construction du Faubourg Champêtre.

Au cours d'autres séances du conseil municipal, M. Goyette avait déjà déclaré ses intérêts et s'était abstenu de voter dans certains dossiers. Mais pas le 3 avril 2007. Or, le Faubourg Champêtre, qui regroupe environ 65 habitations, a été construit par le promoteur immobilier Yves Dubé, client d'Hardy Goyette et Associés.

Plusieurs acheteurs de maisons du Faubourg Champêtre

ont fait affaire avec le cabinet de M. Goyette. Les frais de notaire pour chacune de ces résidences se sont élevés de 750\$ à 1200\$. Pour l'ensemble du Faubourg Champêtre, M. Goyette a donc pu récolter des milliers de dollars.

**D'autres dossiers**

Ce n'est pas la première fois que le candidat à la mairie se retrouve dans la tourmente pour avoir omis de déclarer ses intérêts dans un dossier. Le 16 juillet, M. Goyette a voté en faveur de deux résolutions concernant des entreprises pour lesquelles il a agi à titre de notaire. L'une de ces entreprises était justement les Habitations Yves Dubé.

Questionné au sujet de ses intérêts dans ces dossiers, M. Goyette assure qu'il a toujours agi en toute légalité. Sans vouloir entrer dans les détails juridiques, il affirme qu'il a demandé une ligne de conduite à la direction des services juridiques de la Ville de Longueuil, dès son entrée en poste il y a quatre ans. «J'ai suivi à la lettre cette ligne de conduite, dit M. Goyette. Le 10 juillet, le conseiller en éthique a d'ailleurs écrit une lettre disant que j'ai été plus transparent que ce que la loi demande.»

Le directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, Michel Nadeau,

dit qu'il est «prêt à donner le bénéfice du doute» à M. Goyette sur le fait qu'il a agi légalement dans ces dossiers.

«Mais en politique, ce qui compte, c'est la perception. La population sait que dans ce cas-ci, il (M. Goyette) reçoit des retombées indirectement, note M. Nadeau. Pour respecter l'esprit des bonnes pratiques de gouvernance, il aurait été recommandé qu'il annonce que le projet aurait des retombées positives sur son bureau.»

Par ailleurs, M. Goyette a quitté ses fonctions de notaire le 12 juillet. Il assure qu'il n'a plus remis les pieds dans son cabinet et qu'il ne touche depuis aucun revenu de cette entreprise. M. Goyette explique qu'il n'a pas quitté ses fonctions de notaire pour éviter les conflits d'intérêts, mais plutôt parce qu'il «est impossible d'être maire et notaire». «J'aurais tout fait à moitié... Je voulais me plonger à 100% dans ma campagne», dit-il.

**Pioneer ELITE**  
LA PLUS BELLE IMAGE AU MONDE!

MONITEUR 50" Régulier 5 499\$ Spécial 2 999\$*	TÉLÉVISEUR 50" Régulier 5 499\$ Spécial 3 999\$*
MONITEUR 60" Régulier 8 000\$ Spécial 5 499\$*	TÉLÉVISEUR 60" Régulier 8 000\$ Spécial 6 499\$*

Épargnez jusqu'à **2 500\$**

1494, Avenue Victoria, Greenfield Park  
450 443.5575  
\* Quantités limitées.

**Câble&Son**  
www.cableson.com

**MONTOIT**

**CE SAMEDI DÉCOUVREZ QUELS SONT LES QUARTIERS LES PLUS PRISÉS À MONTRÉAL**

Tous les samedis dans **LA PRESSE**

**31**

**23.95**  
LE CALEÇON BOXEUR «PRO STRETCH»  
**Calvin Klein**

Économisez 25% sur un sous-vêtement de coupe athlétique, en microfibre légère, qui respire et repousse l'humidité pour un confort supérieur. Élastique à tissage «coolmax» avec logo en contraste sur gris ou noir. P.m.g.tg. Rég. 32.00

**simons**

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

## ACTUALITÉS

## Le DGEQ enquête sur Union Montréal

EXCLUSIF

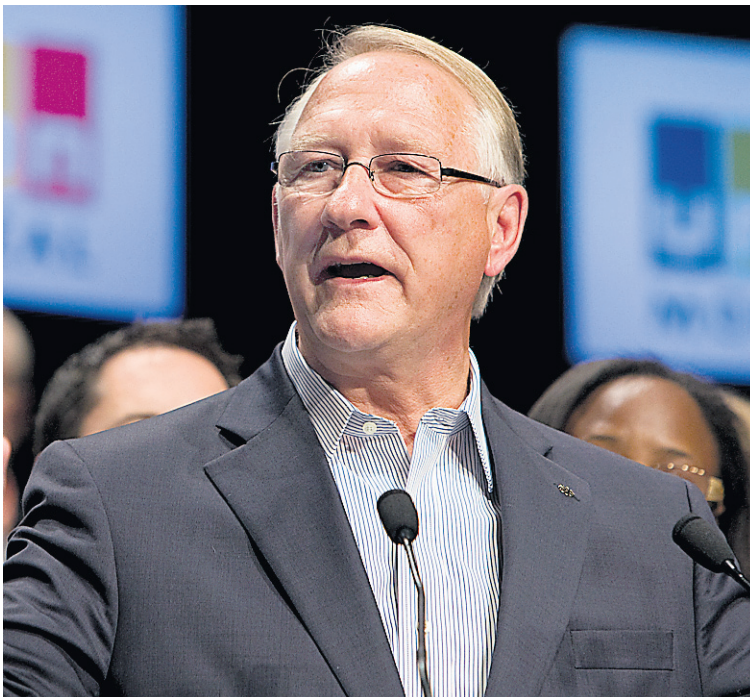
ÉRIC CLÉMENT

Le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) enquête depuis le début du mois sur des allégations de financement illégal du parti du maire Gerald Tremblay pour la période de 2001 à 2007, a appris *La Presse*.

Des enquêteurs du DGEQ ont visité mardi, simultanément, les administrations d'une dizaine d'arrondissements montréalais afin de vérifier si elles détenaient des factures de la firme de relations publiques Octane. Selon nos informations, les arrondissements visités sont tous gérés par un maire ou une mairesse membre d'Union Montréal.

Les enquêteurs du DGEQ sont intervenus en même temps dans les arrondissements, afin d'être sûrs que des informations ne circulaient pas d'un arrondissement à un autre avant d'avoir récupéré ce qu'ils cherchaient. Aucun arrondissement ne s'est opposé à leurs démarches.

Le DGEQ a recueilli des factures envoyées par la firme Octane dans plusieurs arrondissements, notamment Saint-Léonard et Verdun. Le directeur général de Saint-Léonard, Gilles Rainville, a dit à *La Presse* que les enquêteurs avaient demandé des factures pour la période de 2001 à 2004. «Ce sont des factures pour la production du journal de l'arrondissement, *L'Événement*, a dit M. Rainville. Je ne connais



« On va attendre les conclusions et on va agir en conséquence », a dit hier Gerald Tremblay, par l'entremise de son porte-parole.

pas le mandat du DGEQ, mais habituellement, c'est de valider les dépenses électorales. J'ai demandé à nos employés de lui donner (à l'enquêteur) les informations qu'il demandait.»

Selon nos informations, l'administration de Montréal-Nord, qui n'a pas rappelé *La Presse*, a promis au DGEQ de lui faire parvenir les factures demandées. Aucune facture n'a été trouvée à LaSalle ni à Lachine. Même chose à Saint-Laurent, nous a dit Johanne Houde, porte-parole de l'arrondissement. «Un enquêteur du bureau du DGEQ est venu pour vérifier si des factures d'Octane auraient

été payées en 2004, a-t-elle dit. Mais nous n'en avons pas trouvés.»

Dans Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, l'attaché politique du maire Michael Applebaum, Hugo Tremblay, a dit qu'aucun enquêteur ne s'est présenté à son arrondissement. Les administrations du Plateau-Mont-Royal et de Verdun n'ont pas rappelé *La Presse*.

Le DGEQ a procédé à ces visites après avoir recueilli des allégations voulant que des factures d'Octane aient été envoyées aux arrondissements sans que des services aient été fournis pour lesdites factures.

## Le cas Outremont

Ainsi, selon les informations soumises au DGEQ, en octobre 2004, un membre éminent du parti Union des citoyens de l'île de Montréal (UCIM), aujourd'hui Union Montréal, aurait demandé à l'arrondissement d'Outremont de participer au règlement d'une dette que l'UCIM traînait vis-à-vis d'Octane depuis les élections municipales de 2001.

La somme d'argent ne pouvait être payée par l'UCIM car cela convenait aux articles de la loi sur le plafonnement des dépenses d'un parti politique en période électorale. On aurait ainsi demandé à Outremont de fournir 15 000 \$ à Union Montréal. Outremont aurait accepté de donner 8000 \$. Après en avoir fait la demande à l'arrondissement d'Outremont, *La Presse* a obtenu copie d'une facture de 8000 \$ (9202 \$ avec les taxes) envoyée par Octane le 26 octobre 2004 au directeur général de l'arrondissement d'alors, Pierre Chapuis.

La facture indique que la somme est due pour des «activités de communications: services-conseils auprès de la mairie et de la direction générale, services-conseils relatifs au développement de la cour de triage». *La Presse* a demandé au directeur actuel de l'arrondissement, Pierre Beaudet, de nous dire s'il existe des documents correspondant à ces services qu'Octane écrivait avoir fournis. «Pierre Chapuis n'a pas souvenir de ce mandat et nous n'avons aucun document archivé portant la mention de

la firme Octane», a répondu M. Beaudet.

Chez Octane, hier, un associé, Pierre Hurtubise, a dit être au courant des démarches du DGEQ, mais a nié que le parti de Gerald Tremblay ait contracté une dette auprès de sa firme. «L'UCIM ne devait pas un sou à Octane, a dit M. Hurtubise. Toutes les factures de la campagne de 2001 ont été payées rubis sur l'ongle. On reconnaît le rôle du DGEQ de faire toute vérification appropriée. Nous n'avons pas été contactés par le DGEQ.»

Au sujet de la facture du 26 octobre 2004, il a ajouté: «Ce sont des services-conseils sur plusieures mois qui ont été donnés à Outremont par voie orale (au téléphone ou lors de rencontres), notamment par moi et Jean Battah, auprès du maire Harbour et de son conseiller politique Jean-Claude Patenaude. C'est un montant général. Il n'y a pas de nombre d'heures précis.»

En 2004, M<sup>e</sup> Marc-André Fabien était président de l'UCIM. Invité à commenter, hier, il a déclaré: «Ce n'est que du mensonge.»

Même genre de réaction pour le maire Gerald Tremblay. «Selon les informations que nous avons, c'est totalement faux», a dit son porte-parole, Martin Tremblay, avant d'ajouter: «S'il y a des vérifications en cours effectuées par le DGEQ, on va attendre les conclusions et on va agir en conséquence.»



Pour joindre notre journaliste: eric.clement@lapresse.ca

## EN BREF

## Réal Ménard a critiqué Louise Harel

Réal Ménard, qui sera candidat aux élections municipales de Montréal pour l'équipe de Louise Harel, avait d'abord conclu une entente pour se présenter aux côtés de Gerald Tremblay, a révélé hier le réseau TVA. L'ancien député bloquiste avait même écrit une lettre pour vanter le bilan du maire et critiquer Louise Harel. Elle devait être publiée dans les médias en juin.

- La Presse

## «Cessez-le-feu» entre Caire et Taillon

Après s'être déchirés sur la place publique pendant une semaine, Gilles Taillon et Éric Caire ont conclu un pacte dans l'espoir de ramener un peu d'ordre dans la course à la direction de l'ADQ. «C'est un cessez-le-feu au sujet des attaques personnelles», a dit hier l'attaché de presse de M. Caire. Taillon a accusé Caire d'avoir «falsifié» son CV, et Caire a laissé entendre que son adversaire tente d'utiliser son état de santé pour recueillir davantage d'appuis. - Tommy Chouinard

## LA MÉNopause, UN VIRAGE EN DOUCEUR

Promotion

Quelle stratégie adopter contre les bouleversements hormonaux lors de la ménopause? Question souvent débattue. Si vous choisissez de vivre en harmonie avec la nature, vous êtes à la bonne école. La ménopause est inévitable, et arrive trop rapidement, au goût de certaines. Mais il faut la traverser sereinement tout en conservant une qualité de vie qui se poursuivra durant les années à venir. Le tournant n'est pas inquiétant quand il est négocié avec douceur.

\* Ménogène, pour aider à réduire les symptômes de la ménopause.

Ménogène, un tout nouveau produit sur le marché, n'est pas un procédé agressif, susceptible de laisser des séquelles importantes dans l'organisme.

Des actifs apaisants, des phyto-hormones du pain d'abeilles, de la gelée royale lyophilisée, du pollen d'abeilles et des isoflavones de soja sont des ingrédients au diapason avec la nature. C'est un apport simple et sans risque, pour conserver une qualité de vie naturelle. Comme toujours, les meilleures solutions se trouvent dans la nature. Ménogène sait bien vous accompagner dans ces moments où il vous arrive parfois de redouter. Et si l'information vous intéresse, sachez que ce produit de qualité est tout aussi efficace pour les hommes, au moment de l'andropause. Bonne nouvelle à répandre!

Ménogène md : titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales comme produit de santé naturel : NPN : 80003489

\* Ces allégations font partie intégrante de la licence. Le protocole de Ménogène repose sur une étude contrôlée et randomisée dans le respect des bonnes pratiques cliniques.

**2 BOÎTES DE 32 CAPSULES POUR LE PRIX D'UNE SEULE  
UNE OCCASION EXCEPTIONNELLE**

En vigueur de samedi 19 septembre au mardi 22 septembre 2009

MénogèneMD : titulaire d'une nouvelle licence pour les produits de santé naturels  
NPN 80003489

Disponible aux endroits suivants :

\* Jusqu'à épuisement de l'inventaire

Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1278, rue Jean-Talon est, Montréal 514 279-3709 www.johanneverdon.com	Espace Santé Beauté Johanne Verdon Centre Laval 1600, boul. Le Corbusier, Laval 450 688-5455	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1128, boul. St-Joseph, Terrasses Des Lilas Drummondville 819 850-1705
--	--	--

Espace Santé Beauté Johanne Verdon 2750, chemin Ste-Foy (Plaza Laval) Bureau 109, Ste-Foy 418 656-1266	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 100, boul. Brien, Galeries Rive-Nord Repentigny 450 657-2032	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 145A, boul. des Promenades, St-Bruno 450 653-6009 (Promenades St-Bruno)
--	---	--

Boutique Luc Mathieu 5455, boul. des Forges, Trois-Rivières 819 378-7777	Boutique Luc Mathieu 2522, rue King Ouest, Sherbrooke 819 823-3322	Boutique Luc Mathieu 227, rue Principale ouest, Magog 819 868-3368
--	--	--

Vitavie au naturel 3333, boul. du Carrefour Promenade Beauport 418 667-0070	Espace Santé Beauté Johanne Verdon 341-A, boul. Saint-Joseph, Gatineau 819 770-3645	Bio-Actif inc. Heures d'ouverture restreintes 880, rue Michèle-Bohec, Blainville 450 979-2506
--	--	--

Commandes postales pour les boutiques Luc Mathieu ligne sans frais: 1 877 511-3368 www.boutiquesantelucmathieu.com	Boutique Luc Mathieu 104, route du Président-Kennedy, Lévis 418 833-5933	Ferti 2000: commandes postales Tél.: 514 272-1365. Ligne extérieure: 1 800 272-1365 • Lun. 8h à 18h • Mar. au ven. 8h à 17h • Samedi 7h à 17h • Dimanche 7h à 17h
---	--	---

1946206



Quantités Limitées! Faites vite avant qu'ils soient vendus!

**Fitness Dépôt fête son 16<sup>e</sup> avec des économies à la tonne!**

Fitness Dépôt vient d'acheter une quantité industrielle d'elliptiques d'entraînement de parcours à un prix très avantageux. Des économies à la tonne que nous sommes heureux de vous refiler. Mais faites vite! Les stocks sont énormes mais limités.



Octane  
FITNESS

Octane Q35  
Elliptical

Prix ord. 2188 \$

seulement **1688 \$**



Octane  
FITNESS

Octane Q37e  
Deluxe Elliptical

Prix ord. 2888 \$

seulement **2188 \$**



Octane  
FITNESS

Octane Q47e  
Deluxe Elliptical

Prix ord. 3788 \$

seulement **2788 \$**

## Pourquoi choisir Octane Fitness?

Finie la monotonie de l'entraînement sur elliptique! Les elliptiques Octane sont dotés de fonctions et programmes exclusifs qui intègrent des changements dynamiques à l'entraînement et rehaussent ainsi la motivation et l'efficacité.

**Octane : de meilleurs résultats en moins de temps!**

\* Prix et disponibilité peuvent changer sans préavis. Détails en magasin.

**fitness  
DÉPÔT**  
100% SUPERMARCHÉS D'ÉQUIPEMENTS D'EXERCICES®

5 magasins sur l'ensemble de Québec Visite [fitnessdepot.ca](http://fitnessdepot.ca).

WEST ISLAND - 514-421-2302

DECARIE - 514-908-0888

MONT-ROYAL - BOOMERANG - 514-905-0508

LONGUEUIL - 450-677-9999

ST. LEONARD - 514-321-7000



Projets de prolongement du métro

# Les banlieues souhaitent être consultées

BRUNO BISSON

Les transporteurs qui desservent les couronnes de banlieue de la métropole, de même que les municipalités qui financent les services de transports en commun régionaux, n'apprécient guère d'être tenus à l'écart des projets de prolongement du métro et exigent d'y être associés, avant leur mise en chantier.

Dans un communiqué émis mercredi en réaction au prolongement de trois lignes de métro à Montréal, à Laval et à Longueuil, l'association qui regroupe les 12 conseils intermunicipaux de transport (CIT) de la métropole a estimé qu'il serait «souhaitable pour les usagers et tous les partenaires impliqués, que la démarche, telle qu'amorcée, ne présage pas des prochaines étapes du projet».

Les 12 CIT de la région métropolitaine assurent des services d'autobus à une population estimée à 1,4 million de personnes, dans un territoire regroupant 94 municipalités, dans les couronnes nord et sud de la banlieue de Montréal. En 2007, ils ont assuré plus de 17 millions de déplacements en transports collectifs –un million de plus que tous les trains de banlieue de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) réunis.

En entrevue à *La Presse*, Jean-Luc Labrecque, président de l'Association des conseils intermunicipaux de transport (ACIT) et conseiller municipal à Terrebonne, en banlieue nord-est de Montréal, a rappelé que, depuis 2007, près d'une centaine de municipalités dans les couronnes nord et sud contribuent elles aussi au financement du déficit d'exploitation annuel du métro. Or, a-t-il souligné, même si la mise en service d'une douzaine de nouvelles stations fera augmenter leur fardeau financier, les CIT et les élus des couronnes n'ont pas participé aux discussions qui ont mené à cette annonce, «dont l'envergure dépasse les seules villes de Montréal, Laval et Longueuil».

**Contexte préélectoral**

Malgré le caractère «rassembleur» des trois projets de prolongement du métro, annoncés mercredi par le premier ministre du Québec, Jean Charest, et par les maires Gérald Tremblay, Gilles Vaillancourt et Claude Gladu, le groupe de promotion des transports en commun Transport 2000 Québec a aussi pris ses distances, hier, des projets de Montréal, de Laval et de Longueuil.

En rappelant le contexte préélectoral de l'annonce dans les trois grandes villes, le président de l'organisme, Jean Léveillé,

a rappelé que c'est Québec qui paiera la totalité des coûts d'immobilisation de tels projets, et qu'il avait «hâte de savoir ce que les villes vont s'engager à faire,

avec leurs budgets, pour améliorer les services aux usagers».

M. Léveillé, qui était présent au lancement public de ces projets, s'est dit déçu que l'annonce

n'ait pas permis d'en savoir plus sur d'autres dossiers, qui ont fait l'objet d'annonces ou de promesses, mais qui n'aboutissent toujours pas, comme

le contrat d'achat de nouvelles voitures de métro ou la remise en service d'autobus express sur le boulevard Pie-IX, dans l'est de Montréal.



**19 H**  
KAMPAÏ!  
À VOTRE SANTÉ

**PRÉCISIONS**

**CSDM**

La Commission scolaire de Montréal tient à préciser que le numéro de sa ligne d'information pour les raccrocheurs est le 514-350-8800 et non le 514-596-8800, tel qu'indiqué lors de la présentation de son plan Réussir. Nos excuses.

**SAAQ**

Mardi, en page A12, dans l'article «Des assureurs poursuivent Québec», nous affirmions que les six blessés et les successions des cinq personnes mortes à la suite de l'effondrement du viaduc de la Concorde avaient accepté une indemnisation de 1,6 million de la Société d'assurance automobile du Québec. Cette information avait été révélée par le président de la SAAQ, John Harbour, en octobre 2007. Or, elle est erronée, selon de nouvelles données fournies par la SAAQ après la publication de l'article. Quatre dossiers n'ont en effet toujours pas été réglés. Quant aux indemnités déjà versées, elles s'élèvent à 1 473 774,12\$.

**solarium**  
SERVITECH  
Haute qualité.  
Crédit d'impôt 2009.  
1-800-567-0443  
poste 189  
solarium-servitech.com St-Alphonse-de-Carabou / Laval

**MON**  
**vendredi**  
À RADIO-CANADA

**20 H** PAQUET VOLEUR

**21 H** POUR L'AMOUR DU CIEL

## POLITIQUE



PHOTO FRED CHARTRAND, LA PRESSE CANADIENNE

La ministre de la Santé, Leona Aglukkaq, elle-même originaire du Nunavut, a réclamé une enquête interne pour faire la lumière sur l'affaire des sacs mortuaires envoyés à des communautés autochtones.



nous sommes là pour VOUS



Faites l'expérience...

### Club Masterpiece de Symphonia Résidence et Spa

Le mode de vie le plus exceptionnel pour une retraite active au Canada.

« L'ambiance et l'emplacement de la résidence Club Masterpiece de Symphonia sont enchanteurs. Le personnel est très attentionné, attentif et souriant. Il s'empresse de répondre à nos moindres demandes! Notre chef prépare jour après jour de délicieux repas 5 étoiles. Tout est cuisiné sur place avec des ingrédients naturels et sains.

Avant, je faisais une marche de temps à autre, mais avec le programme complet d'activités, je me suis prise en main et je me joins désormais au groupe de marche tous les matins. Les autres programmes sont intéressants et variés. Ils nous ont permis de faire connaissance avec nos voisins qui sont vite devenus des amis. Nous formons vraiment une communauté unie. Ici, je me sens bien et en sécurité. »

— Mme Jacqueline Paradis,  
Résidente du Club Masterpiece de Symphonia

Club Masterpiece de Symphonia, une résidence sophistiquée « tout compris » pour personnes retraitées, est maintenant ouverte.

Jusqu'au 18 décembre 2009, profitez d'un forfait personnalisé, taillé sur mesure pour répondre à vos besoins.

Pour goûter à un mode de vie dont vous avez toujours rêvé, appelez au 514-767-6792.

325 Chemin de la Pointe-Sud, Île des Soeurs, Qc



www.ClubMasterpiece.com

1964151A

Sacs mortuaires envoyés dans des réserves

## Santé Canada s'excuse

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — Une « erreur » macabre a soulevé une vague de consternation à Ottawa, hier. Tous les partis, y compris le gouvernement, ont condamné avec indignation l'envoi, par Santé Canada, de dizaines de sacs mortuaires à des communautés autochtones du nord du Manitoba, en prévision d'une prochaine éclosion de la pandémie de grippe A (H1N1).

« Le message que ça envoie, c'est que des gens d'origine autochtone vont mourir. C'est un message de mépris, de désespoir. C'est un cynique manque de compassion, a déploré le chef libéral, Michael Ignatieff. Il y a un manque de préparation dans ces communautés qui est très troublant pour les chefs. Ils sont démunis. Ils ne peuvent pas prévenir l'épidémie. »

Mercredi, des chefs de nations autochtones se sont rendus jusqu'à Ottawa pour dénoncer ce qu'ils ont perçu comme une insulte de la part du gouvernement fédéral.

Devant le tollé de critiques, Santé Canada a publié un communiqué en fin d'après-midi, hier, s'excusant pour cet « incident », tout en expliquant qu'il s'agissait d'un approvisionnement nor-

mal et « nécessaire » de matériel médical, qui se fait périodiquement dans les régions éloignées.

« Puisque nous ne connaissons pas la gravité de l'éclosion éventuelle et que les collectivités isolées du Nord se trouvent dans une situation vulnérable, la région du Manitoba a renouvelé, pour une période de trois à quatre mois, les réserves de fournitures de plusieurs collectivités des Premières Nations », a indiqué Santé Canada.

En matinée, la ministre de la Santé, Leona Aglukkaq, elle-même originaire du Nunavut, avait toutefois réclamé une enquête interne pour faire la lumière sur l'affaire.

« Ce qui s'est produit est inacceptable. Il s'agit d'un geste insensible et insultant. En ma qualité de ministre de la Santé et étant moi-même autochtone, je suis offusquée », a souligné M<sup>me</sup> Aglukkaq, par communiqué, alors qu'elle se trouvait à Winnipeg pour rencontrer les ministres de la Santé des provinces et territoires.

En chambre, les ministres du gouvernement Harper ont dû répondre à de nombreuses critiques de la part des partis de l'opposition, notamment sur le manque de préparation à la veille de la saison de l'influenza.

### GRIPPE A (H1N1)

## Québec se prépare à une deuxième vague

PASCALE BRETON

Pendant qu'une communauté autochtone de la Colombie-Britannique semble être la première à subir une nouvelle vague de grippe A (H1N1), à l'autre bout du pays, le Québec vient de dévoiler quelles personnes seront vaccinées en priorité.

Il s'agit essentiellement des mêmes catégories que celles déterminées par le fédéral mercredi. Les travailleurs de la santé, les femmes enceintes, les enfants âgés de 6 mois à 5 ans et les malades chroniques âgés de moins de 65 ans feront partie des personnes vaccinées en priorité.

« Nous avons donc un stock suffisant pour vacciner toute la population qui en a besoin et dans une très courte période de temps. »

Il en sera de même avec les résidents des communautés éloignées, notamment celles vivant dans le nord du Québec.

Mais les quelque 11,5 millions de doses achetées pour la province ne sont pas encore disponibles. Comme c'est le cas pour le reste du Canada, la campagne de vaccination ne pourra vraisemblablement pas débuter avant la mi-novembre. La compagnie GlaxoSmithKline en est encore à l'étape des essais cliniques.

« Nous n'avons pas le choix. Il faut faire des tests. Toutes les compagnies font des tests de santé et de sécurité avant d'introduire (le vaccin) et avant que Santé Canada homologue un vaccin », a expliqué le directeur national de la santé publique au Québec, le D<sup>r</sup> Alain Poirier.

Les femmes enceintes et peut-être les jeunes enfants âgés de moins de

3 ans pourront bénéficier d'un vaccin sans adjuvant s'ils le désirent.

L'adjuvant est un produit ajouté au vaccin afin de stimuler une meilleure réponse immunitaire et produire plus de doses. Il peut toutefois entraîner des effets secondaires dans certains cas, notamment de la fièvre. C'est pourquoi les femmes enceintes et les bambins pourront avoir un vaccin qui n'en contient pas.

Une fois les personnes les plus à risque vaccinées, la campagne de vaccination se poursuivra auprès des jeunes âgés de 5 à 18 ans, des premiers intervenants comme les policiers et les pompiers, puis de l'ensemble de la population.

Les parents qui ont des bébés de moins de six mois devraient aussi songer à se faire vacciner, afin de protéger leurs poupons qui, eux, sont trop jeunes pour recevoir le vaccin, a indiqué le D<sup>r</sup> Poirier.

« La vaccination n'est pas obligatoire, a-t-il répété. Mais pour la première fois, nous allons offrir un vaccin à toute la population. C'est du jamais vu. »

La campagne de vaccination massive se tiendra en moins de 30 jours, a souligné son collègue Michel C. Doré, le coordonnateur gouvernemental de la sécurité civile.

« Nous avons donc un stock suffisant pour vacciner toute la population qui en a besoin et dans une très courte période de temps. »

Pour l'instant, l'indice grippal est relativement bas dans la province. Environ un cas par jour a été répertorié depuis le début du mois. « On est vraiment dans le creux de la vague », a déclaré le D<sup>r</sup> Poirier, qui s'attend toutefois à une recrudescence sous peu. « Est-ce que la deuxième vague va arriver plus vite? On continue de penser que oui. »

Une petite communauté autochtone vivant dans l'île Flores, en Colombie-Britannique, semble d'ailleurs être la première au pays aux prises avec une nouvelle vague de grippe A (H1N1).

Galerie elran

Épargnez l'équivalent des

**TAXES**

à l'achat de 4 sièges et plus  
(10 modèles éligibles)

Plus de 50 configurations possible  
par modèle. Tissu ou cuir



Aucune promotion ne peut être jumelée à une autre

AMEUBLEMENT

**Machabée**

www.ameublementmachabee.com

144 rue Boyer, St-Isidore  
(Autoroute 30, sortie 86)  
(514) 875-6699

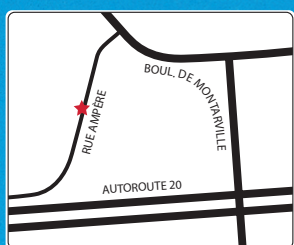
Lundi au Mercredi 9h00 à 18h00  
Jeudi et Vendredi 9h00 à 21h00  
Samedi 9h00 à 17h00  
Dimanche 11h00 à 17h00

16/03/09A

16/03/09B

**C'EST NORMAL QUE ÇA SENTE LE NEUF.**

**NISSAN CANADA SOULIGNE LA GRANDE OUVERTURE DE  
BOUCHERVILLE NISSAN. TOUTES NOS FÉLICITATIONS.**



**BOUCHERVILLE  
NISSAN**  
1551 rue Ampère,  
Boucherville, J4B 5Z5  
450 449-4040

La famille Lambert vous souhaite la bienvenue dans sa toute nouvelle concession et vous invite à rencontrer son équipe pleine de gros bon sens, passionnée par l'ensemble des produits Nissan.



Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.



## ACTUALITÉS

## CHIRURGIE ESTHÉTIQUE

# Le Collège des médecins se fera plus vigilant

EXCLUSIF

PASCALE BRETON

La liposuccion et d'autres interventions relevant de la chirurgie esthétique sont dans la ligne de mire du Collège des médecins du Québec. L'organisation veut déposer de nouvelles recommandations pour mieux encadrer la pratique.

«Il y a un risque de dérive dans un domaine où il y a de plus en plus de demandes du public et où il y a de plus en plus d'offres», explique le secrétaire général du Collège des médecins, le D<sup>r</sup> Yves Robert, en entrevue à *La Presse*.

Botox, traitement de varices, liposuccion, augmentation mammaire ou redrapage, le domaine

de la médecine esthétique suscite énormément d'engouement. C'est aussi un domaine fort lucratif pour les médecins.

Les petites annonces dans lesquelles des omnipraticiens et chirurgiens se présentent

« Il y a un risque de dérive dans un domaine où il y a de plus en plus de demandes du public et où il y a de plus en plus d'offres. »

comme des spécialistes de la chirurgie esthétique se multiplient. Difficile d'ailleurs de s'y retrouver. Qui peut faire quoi ?

Au Québec, un médecin ne peut se présenter comme un chirurgien s'il n'a pas obtenu sa spécialisation. Ainsi, un omnipraticien peut s'annoncer comme faisant de la médecine esthétique et non pas de la chirurgie esthétique.

Quant aux chirurgiens, ils peuvent seulement pratiquer dans leur spécialité. Ainsi, un ophtalmologiste peut faire une intervention pour des paupières tombantes et un oto-rhino-laryngologiste (ORL), pour une opération au visage, par exemple.

Le Collège se demande maintenant s'il ne faudrait pas encadrer davantage des pratiques comme les augmentations mammaires et la liposuccion. Plusieurs généralistes offrent cette dernière intervention qui nécessite une anesthésie. « On

est dans la marge », reconnaît le D<sup>r</sup> Robert à ce sujet.

Un comité de travail a été mandaté il y a un an par le Collège pour clarifier la situation en matière de chirurgie esthétique. Il doit remettre son rapport au conseil d'administration en octobre. Le Collège devrait ensuite émettre de nouvelles recommandations.

À ce jour, la pratique de la chirurgie esthétique reste peu encadrée au Québec. Le décès de la cofondatrice de Cinar, Micheline Charest, en 2004 et un autre plus récent en 2008 avaient pourtant soulevé des questions.

Le patient doit être mieux informé, croit le D<sup>r</sup> Robert. « Comme c'est un domaine lucratif, on a tendance à atténuer les effets secondaires pour mettre en évidence les bénéfices. »

En Ontario, le décès d'une jeune femme de 25 ans à la suite d'une liposuccion qui a mal tourné a amené les chirurgiens plasticiens à demander au gouvernement d'interdire aux omnipraticiens de pratiquer certaines interventions jugées invasives, notamment la liposuccion.

Au Québec, l'Association des spécialistes en chirurgie plastique et esthétique souhaite que la pratique soit mieux définie et que des créneaux soient réservés aux seuls chirurgiens plasticiens.

Il existe beaucoup de confusion, explique le président de l'Association, le D<sup>r</sup> Gilles Beauregard. Il n'y a qu'à regarder les publicités qui pullulent dans les annuaires, dit-il.

« Les gens peuvent penser que la personne est qualifiée ou a une certification pour le faire alors que ce n'est pas toujours le cas », déplore le D<sup>r</sup> Beauregard.

Il compare la situation avec celle qui prévaut dans un hôpital. Le chirurgien doit faire reconnaître ses qualifications pour opérer à l'hôpital. Ce n'est pas le cas pour ouvrir un bureau.

« Personne ne vérifie mon curriculum vitae pour voir si je peux faire telle intervention ou pas. Ça devrait être, dans une certaine mesure, le Collège des médecins qui s'en occupe, mais il ne l'a jamais fait. »

Une première dans les universités québécoises

## Plus de femmes que d'hommes décrochent leur diplôme

LOUISE LEDUC

Pour la première fois au Québec, les femmes (51,6 %) sont plus nombreuses que les hommes à être diplômées universitaires. Et, si la tendance se maintient, on n'a rien vu encore : chez les 25 à 34 ans, pas moins de 58,4 % des titulaires d'un diplôme universitaire sont des femmes.

C'est entre autres ce qui ressort d'un document sur les diplômés universitaires rendu public hier par l'Institut de la statistique du Québec.

En un coup d'œil – mais en plusieurs chiffres! –, toutes les tendances sont là. Ainsi, l'étude démontre bien que même si la lutte contre le décrochage est sur toutes les lèvres, les Québécois sont de plus en plus

nombreux à se rendre quand même jusqu'à l'université.

« Au Québec, en 2006, on dénombre 880 670 personnes de 25 à 64 ans titulaires d'un grade universitaire, cette population s'étant accrue de 23,6 % depuis 2001 », peut-on lire dans le document.

Fait à noter, à eux seuls, les immigrants récents (arrivés entre 2001 et 2006) comptent

pour 38,1 % de l'augmentation des titulaires d'un diplôme universitaire de 2001 à 2006. Les immigrants les plus scolarisés sont ceux qui sont nés en Afrique.

Les maîtrises et les doctorats gagnent-ils en popularité au Québec? Au cours de la décennie 1996-2006, apprend-on, ce sont les titulaires d'une maîtrise dont le nombre s'est le plus accru – une augmentation de 58,6 % au Québec, ce qui est cependant moindre que la hausse de 68 % dans l'ensemble du Canada et de 72,5 % en Ontario.

Un choix différencié

Comme le signale l'enquête de l'Institut de la statistique, le domaine d'études choisi demeure fortement différencié

selon le sexe. Chez les hommes universitaires, en 2006, les deux domaines d'études les plus populaires sont ceux qui se rapportent à la gestion et au génie.

Chez les femmes, l'éducation demeure le domaine d'études le plus choisi (22 %).

Cependant, cela pourrait vite changer. Ainsi, par rapport à leurs aînés, les titulaires d'un grade universitaire de 25 à 34 ans ont tendance à délaisser le domaine de l'éducation et, dans une moindre mesure, celui des sciences humaines. Plus encore, dit l'étude, « cette désaffection est plus importante chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes ». C'est, entre autres, parce que les jeunes femmes sont plus attirées que leurs aînées par l'administration et le droit.

**PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE DU CANADA**

**CRÉER DES EMPLOIS MAINTENANT**

### Le Plan d'action économique du Canada: un plan pour bâtir l'avenir du pays.

Dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, le gouvernement du Canada et ses partenaires de tous les paliers de gouvernement investissent dans des infrastructures modernes et durables. Partout, les projets démarrent plus rapidement et de nouveaux emplois sont créés dans les collectivités, d'est en ouest, et du nord au sud.

**POUR CONNAÎTRE LES PROJETS DANS VOTRE RÉGION**  
[plandaction.gc.ca](http://plandaction.gc.ca) 1 800 O-Canada

### Amélioration des infrastructures partout au Canada.

- Routes, ponts et autoroutes • Édifices universitaires et collégiaux • Transport en commun • Arénas et sentiers récréatifs • Réseaux d'alimentation en eau potable
- Accès aux services à large bande sur Internet
- et plus encore

**Canada**

Participez au concours

# Croisières de Réve!

dans les Caraïbes

# BRAULT & MARTINEAU

10 grands magasins  
braultetmartineau.com

Là où la qualité n'est pas un obstacle aux bas prix depuis 1960



Courez la chance de  
**GAGNER 50**  
l'une des

croisières pour 2 personnes dans les Caraïbes

Valeur en prix de **149 800 \$**

<sup>TV</sup>Aucun achat requis.  
Le voyage aura lieu du 9 au 16 janvier 2010.  
Règlements et détails en magasin.



**SAMSUNG**

### Cuisinière avec four autonettoyant

Four de 5,7 pi<sup>3</sup>, nettoyage à la vapeur Steam Quick<sup>®</sup>, élément de four dissimulé, hublot de four à 4 épaisseurs de verre  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

979<sup>+</sup> (Prix régulier) -40<sup>+</sup> (Rabais du fabricant) -40<sup>+</sup> (Rabais de B6M)  
**1873 \$ /mois** ou **899 \$** après rabais



### Lave-vaisselle

Cuve en acier inoxydable, niveau de bruit de 53 dB, capteur de fuite d'eau, broyeur d'aliments durs, Energy Star<sup>®</sup>  
**Livraison et service gratuits**

799<sup>+</sup> (Prix régulier) -30<sup>+</sup> (Rabais du fabricant) -30<sup>+</sup> (Rabais de B6M)  
**1540 \$ /mois** ou **739 \$** après rabais



### Réfrigérateur de 18,7 pi<sup>3</sup>

Double système de refroidissement, capteur de température, alarme de porte, verrouillage parental, Energy Star<sup>®</sup>  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

1099<sup>+</sup> (Prix régulier) -50<sup>+</sup> (Rabais du fabricant) -50<sup>+</sup> (Rabais de B6M)  
**2081 \$ /mois** ou **999 \$** après rabais

### Laveuse à chargement frontal de 3,8 pi<sup>3</sup>

Moteur à entraînement direct, 4 vitesses d'essorage jusqu'à 1100 tr/min, chauffe-eau, 4 réglages de température, Energy Star<sup>®</sup>

### Sécheuse de 7,3 pi<sup>3</sup>

Tambour en acier inoxydable, 7 programmes, 3 niveaux de séchage  
Aussi offert en blanc  
**Livraison, ramassage et service gratuits**  
Piédastaux en sus



1899<sup>+</sup> (Prix régulier) -100<sup>+</sup> (Rabais du fabricant) -100<sup>+</sup> (Rabais de B6M)  
**3540 \$ /mois** ou **1699 \$** après rabais La paire

### Réfrigérateur de 18 pi<sup>3</sup>

2 tablettes en verre pleine largeur, bacs à fruits et à légumes, 3 balconnets de porte fixes  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

659<sup>+</sup> (Prix régulier) -30<sup>+</sup> (Rabais du fabricant) -30<sup>+</sup> (Rabais de B6M)  
**1248 \$ /mois** ou **599 \$** après rabais



### Lave-vaisselle

Système de lavage Precision Direct<sup>®</sup> à 5 niveaux, filtre autonettoyant en acier inoxydable, mise en marche différée 2/4/6 heures, paniers TuffRack<sup>®</sup>, eau de lavage 100% filtrée, Energy Star<sup>®</sup>  
**Livraison et service gratuits**

499<sup>+</sup> (Prix régulier) -30<sup>+</sup> (Rabais du fabricant) -30<sup>+</sup> (Rabais de B6M)  
**915 \$ /mois** ou **439 \$** après rabais



### Cuisinière

Four de 4,2 pi<sup>3</sup>, commandes de four électroniques, tableau de commande en acier, dessus relevable  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

469<sup>+</sup> (Prix régulier) -20<sup>+</sup> (Rabais du fabricant) -20<sup>+</sup> (Rabais de B6M)  
**894 \$ /mois** ou **429 \$** après rabais



### Frigidaire

### Laveuse à chargement frontal de 3,5 pi<sup>3</sup>

10 programmes, cuve en acier inoxydable, option de taches tenaces, options de rinçage/essorage supplémentaires, Energy Star<sup>®</sup>

### Sécheuse de 5,8 pi<sup>3</sup>

7 programmes, signal de fin de cycle, 4 niveaux de séchage, éclairage du tambour, porte réversible  
**Livraison, ramassage et service gratuits**  
Piédastaux en sus



1249<sup>+</sup> (Prix régulier) -75<sup>+</sup> (Rabais du fabricant) -75<sup>+</sup> (Rabais de B6M)  
**2290 \$ /mois** ou **1099 \$** après rabais La paire

### Laveuse de 3,5 pi<sup>3</sup>

16 programmes, distributeur de javellisant et d'assouplisseur, cuve en acier inoxydable

### Sécheuse de 7 pi<sup>3</sup>

11 programmes, 4 réglages de température, capteur d'humidité  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

999<sup>+</sup> (Prix régulier) -60<sup>+</sup> (Rabais du fabricant) -60<sup>+</sup> (Rabais de B6M)  
**1831 \$ /mois** ou **879 \$** après rabais La paire



### Amana

### Laveuse de 3,2 pi<sup>3</sup>

9 programmes, 4 niveaux d'eau, cuve en porcelaine

### Sécheuse de 6,5 pi<sup>3</sup>

Séchage automatique, 7 programmes, 3 réglages de température, éclairage du tambour  
**Livraison, ramassage et service gratuits**

759<sup>+</sup> (Prix régulier) -40<sup>+</sup> (Rabais du fabricant) -40<sup>+</sup> (Rabais de B6M)  
**1415 \$ /mois** ou **679 \$** après rabais La paire



On **double** les rabais autorisés des fabricants<sup>1</sup> à l'achat de produits sélectionnés

**+ 48 versements sans intérêt** jusqu'en septembre 2013 sur les meubles, matelas et électroménagers

**braultetmartineau.com**

**Livraison gratuite\*\* 7 jours sur 7**

\*\*Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.



HEURES D'OUVREURE: Lundi au vendredi 9h à 21h • Samedi 9h à 17h • Dimanche 10h à 17h

**BROSSARD** Tél.: 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)  
**GATINEAU** Tél.: 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)  
**KIRKLAND** Tél.: 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)  
**LASALLE** Tél.: 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)  
**LAVALLÉ** Tél.: 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)

**REPERTOIRE** Tél.: 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)  
**SHERBROOKE** Tél.: 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 3950, boul. Josphat-Rancourt (Plateau St-Joseph)  
**SAINT-HUBERT** Tél.: 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)  
**SAINT-LÉONARD** Tél.: 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)  
**SAINTE-THERÈSE** Tél.: 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)



Offre en vigueur du lundi 14 septembre au dimanche 20 septembre 2009. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Détails en magasin. Brault & Martineau a déduit du prix régulier le même montant que le rabais accordé par le fabricant.

\*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt »: achat minimum requis de 799 \$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du service de crédit Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum dû est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5 % annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Exemple de frais:

Si votre solde quotidien moyen en souffrance est de: 250 \$ | 500 \$ | 1000 \$

Les frais d'intérêts pour une période de 30 jours seront de: 4,01 \$ | 8,01 \$ | 16,03 \$

## POLITIQUE

En prônant l'adoption rapide du projet de loi C-50

## Les libéraux veulent forcer la cadence

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Les libéraux de Michael Ignatieff redoublent d'efforts afin d'éliminer, une à une, les raisons qu'invoque le NPD pour soutenir le gouvernement minoritaire de Stephen Harper à la Chambre des communes.

Toujours aussi déterminés à provoquer des élections fédérales cet automne, les libéraux ont ainsi proposé d'accélérer l'adoption du projet de loi C-50 permettant d'accorder jusqu'à 20 semaines de plus de prestations pour les travailleurs de longue date ayant perdu leur emploi.

Le chef du NPD, Jack Layton, a fait savoir mercredi que son parti ne participera à aucun effort des autres formations politiques visant à forcer la tenue d'un quatrième scrutin en cinq ans tant que ce projet de loi ne sera pas adopté.

Les conservateurs, qui détiennent 143 des 308 sièges, ont besoin de l'appui d'un parti de l'opposition pour se maintenir au pouvoir. Les libéraux,

de leur côté, comptent déposer une motion de censure contre le gouvernement Harper, au début du mois d'octobre, et le Bloc québécois entend appuyer cette démarche.

« Nous ne voulons pas donner à M. Layton quelque alibi que ce soit », a lancé en matinée hier Michael Ignatieff.

« Nous ne voulons pas donner à M. Layton quelque alibi que ce soit. » - Michael Ignatieff

Du même souffle, le chef libéral a réitéré sa ferme intention de déposer une motion de censure à la première occasion. « Oui, il y aura un vote de défiance dans quelques semaines parce que nous avons clairement dit que nous n'avons plus confiance dans ce gouvernement. »

Sur l'heure du midi, le leader parlementaire du gouvernement à la Chambre, le ministre Jay Hill, a convoqué ses homologues des autres partis afin de proposer d'adop-

ter à toute vitesse le projet de loi C-50. Le NPD et le Parti libéral ont donné leur accord, mais le Bloc québécois, qui juge les mesures proposées nettement insuffisantes, s'y est finalement opposé.

M. Hill était prêt à ce que les Communes adoptent ce projet de loi en deuxième lec-

teurs et le Bloc québécois en novembre 2005 pour renverser le gouvernement minoritaire libéral de Paul Martin.

Cette décision a non seulement mis fin au règne libéral, selon eux, mais a eu de graves répercussions sociales puisque le gouvernement Harper a mis la hache dans le programme national de garderies, mis sur pied par le gouvernement Martin et les provinces, et refusé de donner suite à l'accord de Kelowna. Cet accord, signé à la toute veille de la campagne électorale de 2005-2006, visait à investir cinq milliards de dollars sur 10 ans pour extirper les peuples autochtones de la pauvreté. En outre, la défaite des libéraux a relégué aux oubliettes les efforts entrepris par Ottawa pour lutter contre les changements climatiques, selon les stratèges libéraux.

« Nous avons une grosse crotte sur le cœur. Jack Layton n'aura pas de cadeau de notre part », a affirmé un stratège sous le couvert de l'anonymat.

Les libéraux ne baissent donc pas les bras même si le NPD a indiqué vouloir éviter des élections générales tant que le projet de loi C-50 n'a pas été sanctionné.

En privé, les libéraux affirment vouloir profiter de cette volte-face du NPD, lui qui a toujours voté contre toutes les mesures proposées par les conservateurs depuis leur arrivée au pouvoir en 2006, pour discréditer les troupes de Jack Layton.

Les stratèges libéraux n'ont d'ailleurs toujours pas digéré la décision de M. Layton de s'allier avec les conserva-

teurs et le Bloc québécois en novembre 2005 pour renverser le gouvernement minoritaire libéral de Paul Martin.

Cette décision a non seulement mis fin au règne libéral, selon eux, mais a eu de graves répercussions sociales puisque le gouvernement Harper a mis la hache dans le programme national de garderies, mis sur pied par le gouvernement Martin et les provinces, et refusé de donner suite à l'accord de Kelowna. Cet accord, signé à la toute veille de la campagne électorale de 2005-2006, visait à investir cinq milliards de dollars sur 10 ans pour extirper les peuples autochtones de la pauvreté. En outre, la défaite des libéraux a relégué aux oubliettes les efforts entrepris par Ottawa pour lutter contre les changements climatiques, selon les stratèges libéraux.

« Nous avons une grosse crotte sur le cœur. Jack Layton n'aura pas de cadeau de notre part », a affirmé un stratège sous le couvert de l'anonymat.

- avec la collaboration de Malorie Beauchemin

Outremont Martin Cauchon ne sera pas candidat

## Denis Coderre tente de rétablir l'ordre

HUGO DE GRANDPRÉ ET TRISTAN PÉLOQUIN

OTTAWA — Le lieutenant québécois de Michael Ignatieff, Denis Coderre, a déclaré hier que l'ancien ministre fédéral de la Justice, Martin Cauchon, ne briguerait pas le siège d'Outremont pour le Parti libéral, aux prochaines élections.

M. Coderre a ainsi tenté de rétablir l'ordre dans cet ancien château fort libéral, aux prises avec des dissensions inter-

nes depuis que M. Coderre a affirmé son intention de nommer une candidate plutôt que son ancien collègue du Conseil des ministres, Martin Cauchon.

Hier matin, *La Presse* a rapporté qu'une véritable guerre était déclenchée entre ces deux anciens collègues de l'ère Chrétien et que Denis Coderre voulait à tout prix écarter son rival de cette circonscription réservée aux « candidats vedettes ».

M. Coderre a nié ces infor-

mations, hier après-midi. Il a précisé du même souffle que la circonscription n'irait pas à M. Cauchon.

« Il n'y a absolument rien. Martin est un ami. On a travaillé ensemble et on se connaît bien », a-t-il déclaré à sa sortie de la période de questions.

« Je peux vous annoncer que, dans la circonscription d'Outremont, c'est réglé, a-t-il ajouté. Nous aurons une candidate et j'aurai l'occasion de vous la présenter officiellement. »

M. Coderre n'a pas voulu divulguer l'identité de cette candidate, mais il n'a pas nié les informations de *La Presse* selon lesquelles il s'agirait de Nathalie Le Prohon. M<sup>me</sup> Le Prohon, dans la quarantaine, est membre de divers conseils d'administration, dont celui d'Hydro-Québec.

M. Cauchon étant en voyage d'affaires en Chine, il a été impossible d'obtenir sa réaction.

## Militants mécontents

La décision de la présidente de l'association locale d'écrire à Michael Ignatieff, mercredi, pour lui demander de désigner Martin Cauchon à titre de candidat, a fait des vagues parmi les militants libéraux d'Outremont.

Comlan Amouzou, vice-président de l'association de la circonscription, qui lorgne lui-même l'investiture, a dit ne pas avoir été consulté par la présidente de l'association, Diane Phaneuf, avant que cette dernière fasse parvenir sa lettre au chef. « Personne n'en veut, ici, de candidat désigné », a dit M. Amouzou.

« Personne n'est contre M. Cauchon, mais ce n'est pas normal que son retour se prépare dans le secret », a pour sa part déploré un autre militant, Mike Meideros.

« Cela fait longtemps que la direction de l'association locale prépare le retour de M. Cauchon. Malheureusement, avant d'envoyer sa lettre, M<sup>me</sup> Phaneuf n'a consulté personne », a-t-il ajouté.

## Solariums 3 et 4 saisons, en VERRE DURABLE et à PRIX ABORDABLE

OBTENEZ  
JUSQU'À  
**5000\$**  
DE RABAIS

**Solariums**  
Panovision

VISTA	PROFONDEUR		
LONGUEUR	8 pieds	10 pieds	12 pieds
8 pieds	3847 \$	4127 \$	4757 \$
12 pieds	4294 \$	5033 \$	5771 \$
14 pieds	4740 \$	5539 \$	6338 \$
15 pieds	4956 \$	5785 \$	6614 \$
ET PLUS	Modèle Vista comprend une porte et une fenêtre		

**LAVAL**  
3155, Jules-Brillant  
514-335-2050  
Lun-sam : 11:00-17:00

**LONGUEUIL**  
600, Trans-Canada  
514-335-2050  
Lun-sam : 11:00-17:00

**GATINEAU**  
Carrefour du Casino  
(705, de la Carrière) 819-778-5313  
Mar-sam : 11:00-17:00

**QUÉBEC**  
5237, Wilfrid-Hamel O.  
418-877-1888 / 1-800-665-9505  
Lun-ven : 9:00-17:00, sam : 9:00-13:00

Tout autre temps sur rendez-vous

[www.panovision.ca](http://www.panovision.ca) 1 (800) 361-9232



Conçu et fabriqué par



Depuis 1981

\* Tel qu'annoncé par les deux paliers de gouvernement en date de cette publicité.

E.C.O. 1983-2019-28

ACTUALITÉS



Le soldat Jonathan Couturier, âgé de 23 ans et natif de Loretteville, était membre du 2<sup>e</sup> Bataillon du Royal 22<sup>e</sup> régiment, basé à Valcartier.

AFGHANISTAN

# Un autre soldat québécois tué par un engin explosif

BILL GRAVELAND  
LA PRESSE CANADIENNE

KANDAHAR, Afghanistan — Un jeune soldat québécois est mort hier dans le dangereux district de Panjwayi, lorsque le véhicule blindé dans lequel il prenait place a roulé sur un engin explosif alors qu'il revenait d'une mission visant à déloger des centres de commandement de talibans et des caches d'armes.

Le soldat Jonathan Couturier, âgé de 23 ans et natif de Loretteville, était membre du 2<sup>e</sup> Bataillon du Royal 22<sup>e</sup> régiment, basé à Valcartier. L'incident est survenu à environ 25 km au sud-ouest de la ville de Kandahar.

Onze autres soldats ont été légèrement blessés dans l'incident, mais ils ont tous obtenu leur congé de l'hôpital.

Jonathan Couturier est le 131<sup>e</sup> soldat canadien à perdre la vie en Afghanistan depuis le début de la mission, en 2002. Il est le deuxième militaire canadien tué cette semaine. Le soldat Patrick Lormand, âgé de 21 ans, est mort dimanche dernier dans l'explosion d'une bombe artisanale sur une route.

Le brigadier général Jonathan Vance a indiqué que le soldat Couturier revenait d'une opération destinée à protéger la population en éliminant les centres de commandement des insurgés et en contrôlant leurs réseaux dans le district de Panjwayi.

« Cela veut dire s'emparer et découvrir des caches d'armes, prévenir le mouvement des insurgés et des armements dans les régions où des victimes innocentes pourraient être blessées », a précisé le brigadier-général.

En dépit des efforts de la coalition, le district de Panjwayi — d'où sont issus les talibans — demeure toujours une zone sûre pour les insurgés puisqu'ils peuvent se cacher à de nombreux endroits.

C'est d'ailleurs dans ce district et ses alentours que trois autres soldats du Royal 22<sup>e</sup> régiment ont perdu la vie au cours du dernier mois.

Le « petit frère »

Jonathan Couturier était décrit comme le « petit frère » de certains membres de sa section, selon Jonathan Vance. Il était, a-t-il ajouté, un soldat qui n'a jamais perdu sa capacité à communiquer son sens de l'humour, même lors des moments les plus stressants.

« Il ne ratait jamais une occasion de parler de ses passions, le hockey, sa Mustang, et enfin, surtout, l'amour de sa vie, Andréanne », a ajouté le brigadier-général.

Le soldat était membre des Forces canadiennes depuis seulement trois ans. Il était très en forme physiquement et était reconnu comme étant très compétitif.

Hier, le premier ministre du Canada, Stephen Harper, a offert ses condoléances à la famille du soldat.



Allons miroir, est-ce un soupir ou un tremblement? L'image que tu reflètes, la mienne, est la plus belle que tu peux me donner?

Cyto-Kinol contient trois micro-piliers pour vous embellir et rendre votre miroir jaloux. Accordez-lui un beau sourire, vous le ferez rougir de plaisir.

Les actifs-beauté de Cyto-Kinol, la caséine hydrolysée, levure protéinée hydrolysée et la lysine, véritables bâtisseurs au sein des couches profondes du tissu cutané, secondent la peau à vivre et à bien vivre au naturel. Ces cytokines-like sont à même d'identifier les insuffisances de la peau, elles peuvent dynamiser selon le cas les fonctions d'entretien ou de protection. Ce sont d'habiles défenseurs du derme et de l'épiderme.

Cyto-kinol, conforme aux exigences scientifiques\*

- a) Aide les peaux fatiguées et abîmées et dévitalisées. Dynamise une peau manquant de fermeté.
- b) Sécurise le complexe treillis que constitue la structure de la peau surtout les peaux délicates.
- c) Possède des ressources toni-actives puisées par les peaux sensibles (osmose).
- d) Tonifie la bicouche de votre peau par ses éléments (cytokine-like) médiateurs.
- e) Maintien l'équilibre normal du tissu cutané (homéostasie) par l'interaction de ses actifs physiologiques.

Résultats de nouvelles recherches, les Laboratoires Sérobiologiques de France ont évalué les capacités de l'actif Cyto-Kinol à promouvoir la contraction du treillis de collagène par les fibroblastes humains, ainsi cette contraction constitue un bon modèle pour évaluer les capacités d'une substance comme Cyto-Kinol à réduire l'atrophie de la bicouche de la peau.\*

Vous avez choisi Cyto-Kinol, vous avez bien fait.

\* Travaux scientifiques, éprouvés en clinique, des Laboratoires Sérobiologiques de France sur les tests d'efficacité et les effets générateurs cutanés du Cyto-Kinol. Ingrédients (INCI) déposés à Santé Canada sous Cyto-Kinol bio-amines sélectionnées, md.

Achetez un pot de CYTO-KINOL et recevez un 2<sup>e</sup> tout à fait GRATUITEMENT

En vigueur du samedi 19 septembre au mardi 22 septembre 2009  
\* Jusqu'à épuisement de l'inventaire



Disponible aux endroits suivants :

<p><b>Espace Santé Beauté</b> <b>Johanne Verdon</b> 1278, rue Jean-Talon est Montréal 514 279-3709 www.johanneverdon.com</p>	<p><b>Espace Santé Beauté</b> <b>Johanne Verdon</b> Centre Laval 1600, boul. Le Corbusier 450 688-5455 Laval</p>	<p><b>Espace Santé Beauté</b> <b>Johanne Verdon</b> 145A, boul. des Promenades St-Bruno 450 653-6009 (Promenades St-Bruno)</p>
<p><b>Espace Santé Beauté</b> <b>Johanne Verdon</b> 2750, chemin Ste-Foy (Plaza Laval) Bureau 109, Ste-Foy 418 656-1266</p>	<p><b>Espace Santé Beauté</b> <b>Johanne Verdon</b> 341-A, boul. Saint-Joseph Gatineau 819 770-3645</p>	<p><b>Espace Santé Beauté</b> <b>Johanne Verdon</b> 100, boul. Brien, Galeries Rive-Nord Repentigny 450 657-2032</p>
<p><b>Boutique Luc Mathieu</b> 5455, boul. des Forges Trois-Rivières 819 378-7777</p>	<p><b>Boutique Luc Mathieu</b> 2522, rue King Ouest Sherbrooke 819 823-3322</p>	<p><b>Espace Santé Beauté</b> <b>Johanne Verdon</b> 1128, boul. St-Joseph, Terrasses Des Lilas Drummondville 819 850-1705</p>
<p><b>Boutique Luc Mathieu</b> 104, route du Président-Kennedy Lévis 418 833-5933</p>	<p><b>Boutique Luc Mathieu</b> 227, rue Principale ouest Magog 819 868-3368</p>	<p><b>Vitavie au naturel</b> 3333, boul. du Carrefour Promenade Beauport 418 667-0070</p>
<p>Commandes postales pour les boutiques Luc Mathieu ligne sans frais: 1 877 511-3368 www.boutiquesantelucmathieu.com</p>	<p><b>Bio-Actif inc.</b> Heures d'ouverture restreintes 880, rue Michèle-Bohec 450 979-2506 Blainville</p>	<p>Ferti 2000: commandes postales Tél.: 514 272-1365 Ligne extérieure: 1 800 272-1365 • Lundi 8h à 18h • Mardi au vendredi 8h à 17h • Samedi 7h à 17h • Dimanche 7h à 17h</p>

REPORTAGE PUBLICITAIRE

## L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ AU QUÉBEC

UN CAHIER SPÉCIAL À NE PAS MANQUER  
CE SAMEDI DANS LA PRESSE

**LOTTO QUÉBEC** Résultats des tirages du : 2009-09-17

**Jour de paye!** 01 11 12 22 25 28 05 compl.

<b>6/6</b> 01 07 11 13 24	<b>Quotidienne</b>	<b>Triplex</b>
26 34 35 38 39	3 633	05 24
45 47 55 57 59	4 3636	34 38 41
60 62 64 67 70		

Jour - Mois - Année - Signe  
04 AVRIL 26 TAUREAU **Extra** 5904726

Résultats des tirages du : 2009-09-16

<b>LOTTO 649</b> 06 17 36 41 42 49 01 compl.	<b>Québec 49</b> 03 04 10 19 25 30 37 compl.
--	--

GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
6/6	0 14 028 886,00 \$	6/6	0 2 000 000,00 \$
5/6+c	2 199 426,30 \$	5/6+c	0 75 000,00 \$
5/6	133 2 477,30 \$	5/6	22 750,00 \$
4/6	8 016 77,90 \$	4/6	1 376 75,00 \$
3/6	152 584 10,00 \$	3/6	19 352 10,00 \$
2/6+c	115 276 5,00 \$	2/6+c	8 779 5,00 \$

Ventes totales : 19 231 464 \$  
Gros lot prochain tirage (approx.): 21 000 000 \$

**Extra** 7813357

**LOTTO SUPER 7** DERNIER TIRAGE CE SOIR  
**21 000 000 \$ (APPROX.)**

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

## POLITIQUE

25<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ÉLECTION DU GOUVERNEMENT MULRONEY

# L'ex-premier ministre se dit fier mais admet aussi ses erreurs

CATHERINE HANDFIELD

Brian Mulroney s'est dit fier de son bilan de premier ministre, hier soir, à l'occasion d'une fête organisée en son honneur. Il a toutefois reconnu ses « erreurs de jugement », faisant vraisemblablement référence à la controverse entourant ses liens avec l'homme d'affaires allemand Karlheinz Schreiber.

La soirée s'est tenue dans un hôtel montréalais pour commémorer le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'élection du gouvernement conservateur de M. Mulroney, en 1984. Quelque 1500 personnes y ont assisté, dont de nombreux ministres conservateurs et l'ex-premier ministre du Canada Joe Clark.

Brian Mulroney a prononcé un long discours sur sa vision du leadership. Il a rappelé les réalisations de son gouvernement, dont la tentative de réintégrer le Québec dans le giron constitutionnel et l'adoption de l'accord de libre-échange avec les États-Unis.

Puis, sans mentionner l'affaire Schreiber, Brian Mulroney a abordé ses erreurs de parcours, visiblement ému.

« Vous êtes familiers avec quelques-unes de mes erreurs de jugement, a-t-il déclaré.



Quelque 1500 personnes ont assisté hier à la soirée commémorant le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'élection du gouvernement conservateur de Brian Mulroney, en 1984.

Dans les mots d'une vieille ballade anglaise: je suis blessé, mais je ne suis pas mort. Je vais m'étendre et saigner un

moment. Puis je vais me relever et me battre encore.»

La foule l'a chaudement applaudi.

## Rien sur Harper

Dans son discours, Brian Mulroney a salué le président américain Barack Obama et

sa tentative de faire adopter un projet d'assurance maladie.

Or, M. Mulroney n'a pas mentionné le nom du premier ministre conservateur Stephen Harper. Il faut dire que la relation entre les deux hommes est tendue depuis que M. Harper a ordonné à son cabinet de couper les ponts avec M. Mulroney dans la foulée de l'enquête publique sur l'affaire Schreiber.

Stephen Harper a pourtant tendu la main à son prédécesseur hier par l'intermédiaire d'un court message de félicitations enregistré sur vidéo. Le premier ministre n'a pu assister à la fête en personne puisqu'il se trouvait à New York. Sa femme, Laureen, était cependant présente.

Malgré tout, Brian Mulroney a réitéré sa foi envers le Parti conservateur.

« C'est le parti qui a le pouvoir et le courage nécessaires pour perpétuer la splendide tradition de garder le Canada sur le chemin qui mène à la prospérité, au respect et au succès », a-t-il conclu.

M. Mulroney a reçu des hommages de plusieurs anciens ministres, collaborateurs et proches. L'ancien président américain George Bush père s'est notamment adressé à lui par l'entremise d'une vidéo, le qualifiant de « premier ministre formidable ».

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, qui coprésidait la soirée, lui a aussi rendu hommage. « M. Mulroney a fait preuve d'un leadership qui aura permis au Canada de progresser », a déclaré Jean Charest, qui a été ministre conservateur sous Brian Mulroney.

## Harper vante l'économie canadienne à New York

RICHARD HÉTU  
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Le pire de la récession mondiale est passé, et le Canada, bien que considérablement touché, en est sorti « dans une position de force », a affirmé Stephen Harper hier soir lors d'un discours à New York.

« Pour paraphraser Warren Buffet, quand la marée s'est reti-

rée, la crise a exposé ceux qui nageaient tout nus. Et il se trouve que le Canada n'était non seulement pas un nageur dénudé, il était également le nageur le plus fort », a déclaré le premier ministre canadien devant un auditoire composé de gens d'affaires.

Tout en vantant l'économie de son pays, Stephen Harper a soutenu que la fragilité de la reprise nécessitait la poursuite des mesures de relance mises

en œuvre par les gouvernements des pays industrialisés.

« C'était le message que j'ai apporté à Washington cette semaine et ce sera le message que le Canada apportera au sommet du G20 à Pittsburgh la semaine prochaine », a déclaré le chef du gouvernement conservateur, tout en appelant les dirigeants de ce groupe à continuer leurs efforts pour assainir le secteur financier.

« Il y a encore des actifs toxiques qui doivent être purgés du système financier international », a-t-il déclaré.

« Comme le président Obama l'a dit lui-même à New York cette semaine, nous ne pouvons pas répéter les erreurs qui ont presque créé un effondrement financier planétaire », a-t-il ajouté.

Avant d'arriver à New York, le premier ministre canadien avait mis fin à sa visite de deux jours à Washington en réitérant son opposition au protectionnisme lors d'entretiens avec des élus du Congrès, dont la présidente de la Chambre des représentants, la démocrate Nancy Pelosi, et le chef

de la majorité démocrate au Sénat, Harry Reid.

Il a abordé avec eux plusieurs autres dossiers, dont les changements climatiques, la sécurité énergétique, les questions frontalières et la guerre en Afghanistan.

À New York, où il prenait la parole devant le Conseil des affaires canado-américaines, le premier ministre Harper a rappelé qu'aucune banque canadienne n'avait eu besoin de plan de sauvetage pour sortir de la crise, et que le déficit budgétaire de son pays était l'un des plus petits dans le monde industrialisé.

Il a également qualifié le Canada de « superpuissance énergétique verte mondiale ».

## LA TRIBUNE PARLEMENTAIRE

TOUS LES DIMANCHES  
À COMPTER DE 17H  
ILS VOUS PARLENT :

Jean Charest, premier ministre du Québec  
Parti libéral du Québec.

Pauline Marois, chef de l'opposition officielle  
Parti québécois.

Sylvie Roy, chef intérimaire  
Action démocratique du Québec.

Amir Khadir, porte-parole  
Québec solidaire.

98,5 fm  
LA PUISSANCE  
DES MOTS

INFO 690  
am

100%  
QUÉBEC



## LA PRESSE

## Les enfants vedettes

Un grand dossier à lire samedi.

1948316



## La mère de David Fortin ne perd pas espoir

HUGO MEUNIER

«Tant qu'on ne l'a pas trouvé mort, on peut espérer le trouver vivant.»

Ces paroles dures sont celles de Caroline Lachance, mère de David Fortin, rencontrée hier après-midi lors d'une énième visite à Montréal pour tenter de retrouver son fils de 15 ans, porté disparu depuis le 10 février dernier. Elle a cette fois fait le voyage à Montréal pour valider certaines informations récentes selon lesquelles son fils serait toujours en vie et se trouverait dans la métropole.

Assise sur le muret d'une platebande du parc Émilie-Gamelin, M<sup>me</sup> Lachance a dit ne plus compter les allers-retours Alma-Montréal pour trouver David. «Chaque fois qu'on revient bredouilles de Montréal, on est en petits morceaux», a-t-elle confessé. «Mais je ne lâcherai jamais mes enfants et je ne vais pas commencer aujourd'hui!» a-t-elle ajouté avec aplomb.

L'adolescent, âgé de 14 ans lorsqu'il s'est volatilisé, aurait été victime d'intimidation et de harcèlement depuis l'école primaire. Elle prend très au sérieux de nouveaux renseignements concernant un homme âgé dans la quarantaine qui aurait pris David sous son aile au centre-ville. L'adolescent aurait d'ailleurs été vu dans le secteur du square Viger. Selon Caroline Lachance, les policiers auraient même rencontré à deux reprises ce mystérieux individu.

**CYBERPRESSE.CA**  
**LES PATROUILLEURS**

Pour visionner des passages de l'entrevue réalisée avec la mère de David Fortin, vous pouvez consulter notre reportage vidéo sur la page des Patrouilleurs sur [cyberpresse.ca](http://cyberpresse.ca)

## EN BREF

## Un autre mafieux épinglé

La traque de l'un des quatre mafieux qui échappent encore à l'enquête antimafia Colisée est terminée. En fuite depuis trois ans, Carlos Narvaez Orellana s'est livré discrètement à la police, au début de la semaine. Outre sa participation au trafic de drogue, il est décrit dans les documents judiciaires comme un «redresseur de torts» du clan sicilien à Montréal. Il faisait notamment partie du commando de trois hommes qui ont donné une raclée à l'ancien PDG déchu de Norshield, John Xanthoudakis, en 2005, afin de récupérer quelque 5 millions de dollars que des mafieux lui avaient confiés.

- André Cédilot

## Des cadres du Journal de Montréal intimidés

Cinq cadres chargés de produire le Journal de Montréal pendant que les employés sont en lock-out ont reçu hier à leur domicile des enveloppes anonymes contenant une substance blanche. Les enveloppes, sur lesquelles figuraient vraisemblablement les chiffres 911, ont été acheminées à la Sûreté du Québec à des fins d'analyse. Selon les premiers tests d'expertise menés, la substance trouvée ne serait ni explosive ni toxique et ne constitue donc aucune menace.

- Hugo Meunier

## Le gang de la rue Pelletier débouté

Le chef du gang de la rue Pelletier, Bernard Mathieu, ainsi que huit autres de ses complices n'auront pas de nouveau procès.

Ils ont aussi échoué dans leur tentative de faire réduire leur peine. Dans une décision rendue hier, les juges Paul-Arthur Gendreau, François Doyon et Lorne Giroux de la Cour d'appel ont rejeté leurs requêtes. Mathieu et ses complices ont été reconnus coupables d'infractions liées au trafic de drogue, et, dans certains cas, de gangstérisme, le 24 janvier 2007 par un juge de première instance à Montréal.

- Caroline Touzin

## Pas de recours contre Guy A. Lepage et le Doc Mailloux

La demande de recours collectif présentée contre le Doc Mailloux, Guy A. Lepage et Radio-Canada, par un homme de race noire, vient d'être refusée. Erwin Gordon comptait réclamer des millions en compensation pour lui et ses 175 000 compatriotes de race noire du Québec à cause des propos tenus par le Doc Mailloux lors de son passage à *Tout le monde en parle*, le 25 septembre 2005. Le psychiatre Mailloux avait avancé que des études américaines démontraient que le quotient intellectuel moyen des Noirs et des Amérindiens était «nettement inférieur à 100».

- Christiane Desjardins

## La requête de Lise Thibault rejetée

La Cour d'appel a rejeté la demande de Lise Thibault qui voulait intervenir à la préenquête mise en place pour déterminer si des accusations de fraude et d'abus de confiance seront portées contre elle. L'avocat de l'ex-lieutenante-gouverneure n'a pas convaincu le juge que les arguments qu'il soulevait avaient «quelque mérite», à cette étape des procédures. - PC

## TUÉE PAR UN OURS À LA TUQUE

## La victime adorait la nature

CATHERINE HANDFIELD

Alexandrina Gavrioloia adorait la nature. C'est pourquoi elle avait décidé d'accompagner son mari, Dragos, lors d'un contrat de débroussaillage à La Tuque, en Haute-Mauricie. Tandis qu'il travaillait, elle pouvait se balader en forêt, respirer l'air frais.

Cette nature qu'elle aimait tant lui a été fatale. La Montréalaise de 46 ans est morte mardi soir après avoir été attaquée par un ours dans la ZEC Wessonneau, à 80 km du centre-ville de La Tuque. Mère de deux jeunes adultes, Alexandrina Gavrioloia, qui habitait Saint-Laurent, était en forêt depuis mardi soir.

«Elle avait insisté pour venir avec son mari, même s'il trouvait qu'il y avait trop de dangers pour elle là-bas», a raconté Ciobanu Valentin, ami de la famille.

En fin d'après-midi, mercredi, Dragos Gavrioloia a

entendu sa femme crier. Après avoir couru à son secours, il l'a trouvée sous l'emprise d'un ours.

«Il a réussi à le chasser en le frappant avec sa scie», a expliqué M. Valentin. Sa femme était étendue au sol, inconsciente. Dragos Gavrioloia a tenté de la réanimer, en vain. Il était incapable d'appeler les secours, puisque son télé-

phone cellulaire ne recevait aucun signal.

En chemin vers l'hôpital, Dragos Gavrioloia a fait une sortie de route et s'est retrouvé dans le fossé. Des passants ont alors appelé les secours.

Selon Ciobanu Valentin, Alexandrina Gavrioloia est

morte des blessures infligées par l'animal, et non des suites de l'accident. L'autopsie qui a été pratiquée sur son corps déterminera les causes exactes de la mort.

La victime, son mari et leurs deux enfants de 19 et 24 ans avaient quitté la Roumanie en 2003 pour s'installer à Saint-Laurent. Comptable de profession, Alexandrina Gavrioloia suivait une formation universitaire pour se trouver un emploi.

«C'était une femme gentille, douce et forte à la fois, a commenté M. Valentin. La famille est sous le choc, c'est tragique.»

La présence d'ours noirs se fait sentir cette année en Mauricie. À ce jour, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune est intervenu 154 fois, soit trois fois plus que l'an dernier. En tout, 27 ours ont été abattus dans la région. Les attaques demeurent toutefois un phénomène rare.

**L'Afrique au Québec**  
**SAFARI, POMMES & CIDRE**

ENFANT **20\$** Taxes incl.

Recevez 3 kg de pommes et une bouteille de cidre par voiture.

ADULTE **25\$** Taxes incl.

Ouvert les vendredis, samedis et dimanches jusqu'au lundi 12 octobre 2009

**parcsafari.com**

À 35 minutes de Montréal 15 Sud, Sortie 6

REPORTAGE PUBLICITAIRE

**DÉCORATION**  
 UNE SECTION SPÉCIALE À CONSERVER

DANS LES PAGES DU CAHIER MON TOIT  
 CE SAMEDI DANS LA PRESSE

1938658

1938658

## MONDE



PHOTO ARCHIVES AFP

L'abandon du bouclier survient une semaine avant la rencontre Obama-Medvedev qui doit avoir lieu à New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Ci-dessus, les présidents

## BOUCLIER ANTIMISSILE

# L'approche Bush mise au rancart

JUDITH LACHAPPELLE

Washington a annoncé hier que les États-Unis abandonnent l'approche de George W. Bush quant au projet de bouclier antimissile en Europe, après avoir revu à la baisse la menace iranienne. L'équipement, qui devait servir à intercepter des missiles à longue portée lancés à partir de l'Iran vers les États-Unis, sera remplacé par un nouveau système d'interception basé sur des navires. La Russie, qui n'a jamais vu d'un très bon œil l'arrivée de missiles américains près de ses frontières, a salué la décision. Les Républicains, pour leur part, ont accusé l'administration de Barack Obama de commettre « une grave erreur ». *La Presse* se penche aujourd'hui sur l'origine de ce changement de cap majeur et sur l'impact de cette décision remarquée.

**Q** Quelles sont les raisons de Washington d'abandonner le projet?

**R** « En matière d'armement, le président George W. Bush avait une approche dogmatique, alors que Barack Obama privilégie une approche pragmatique », rappelle le professeur Pierre Martin, de l'Université de Montréal. Entre une technologie peu fiable pour contrer une menace imprécise, et la perspective de faire des gains politiques et diplomatiques en Europe, « Obama a dû se dire que le jeu en valait la chandelle ». Car l'Europe et une bonne partie des membres de l'OTAN n'ont jamais approuvé ce projet.

**Q** Quelle est la menace iranienne?

**R** Les derniers renseignements colligés par les Américains montreraient que l'Iran planifie plutôt s'équiper de missiles à courte et moyenne portée plutôt que de missiles à longue portée (plus de 5000 km). En conférence de presse hier, le président Obama a indiqué qu'une

défense efficace contre l'Iran exige que la riposte se fasse à partir d'autres lieux, comme à bord de navires. Mais il n'a pas exclu que la Pologne et la République tchèque, qui devaient respectivement recevoir 10 intercepteurs et un radar, ne soient un jour sollicitées pour recevoir de nouveaux équipements.

**Q** La technologie pour intercepter des missiles de longue portée est-elle au point?

**R** Pas du tout, et c'est l'une des raisons importantes de l'abandon du projet. « C'est comme arrêter une balle de fusil en tirant une autre balle », illustre Pierre Martin. C'est pourquoi la Maison-Blanche dit plutôt vouloir équiper ses navires d'intercepteurs de missiles de courte et moyenne portée SM-3 à l'efficacité démontrée. Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a indiqué que le nouveau projet permettra au pays de se protéger sept ans plus tôt

que prévu. En outre, a ajouté la Maison-Blanche, ce changement permettra d'apporter une meilleure défense à Israël, qui craint que des armes nucléaires iraniennes ne soient bientôt braquées sur elle.

**Q** Comment la nouvelle est-elle accueillie en Europe de l'Est?

**R** Avec consternation. La Pologne célébrait justement hier le 70<sup>e</sup> anniversaire de l'invasion soviétique. Le chef du bureau pour la sécurité nationale de la présidence polonaise, Aleksander Szczygło, a parlé d'un « échec de la réflexion à long terme de l'administration américaine dans cette partie de l'Europe ». L'ex-premier ministre tchèque Mirek Topolánek estime que « ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'État tchèque, pour la liberté et l'indépendance de la République tchèque ». « En Europe de l'Est, dit le professeur Vincent Pouliot de l'Université McGill, il y a tou-

jours de la nervosité face aux Russes. La Guerre froide est terminée depuis 20 ans, mais dans les pays qui ont vécu des expériences difficiles avec les Russes, on aurait probablement préféré une ligne plus dure. »

**Q** S'agit-il d'un signe de réchauffement des relations Russie-États-Unis?

**R** L'abandon du bouclier survient une semaine avant la rencontre Obama-Medvedev qui doit avoir lieu à New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Le président russe a déclaré hier que lui et son homologue américain « allaient travailler ensemble sur des mesures efficaces pour faire face aux risques de la prolifération des missiles ». Il a salué « l'approche responsable » du président Obama qui a écouté les arguments des Russes. « Je suis prêt à poursuivre ce dialogue. »

## La preuve que le Canada a fait le bon choix, estiment des observateurs

ANDRÉ DUCHESNE

La décision du président Obama de mettre un frein au programme de bouclier antimissile en Europe confirme que le Canada a eu raison de ne pas participer au projet.

C'est en gros ce qu'affirme Bill Graham, ancien ministre canadien de la Défense dans le gouvernement libéral de Paul Martin.

« Compte tenu des coûts, du fonctionnement du système, de l'environnement politique en Europe et de l'hostilité russe, la décision du président Obama est logique, a dit M. Graham dans un échange de courriels avec *La Presse*. Ce qui réaffirme le bon sens de notre décision à l'époque. »

Retour en arrière. Le jeudi 24 février 2005, le premier ministre Paul Martin annonce que le Canada ne participera pas au projet de développement d'un bouclier antimissile si cher au président américain George W. Bush.

Cette décision survient après des mois de déchirements tant au sein du cabinet que des troupes libérales depuis l'arrivée de M. Martin au poste de premier ministre, en décembre 2003.

Au début de son mandat, le chef libéral se montrait ouvert à une coopération, soulignant qu'il s'agissait de la défense de l'Amérique du Nord et pas seulement des États-Unis. Quelques semaines plus tard, son nouveau ministre de la

Défense, David Pratt, allait encore plus loin, évoquant une participation financière canadienne.

En juillet 2004, à la suite des élections fédérales où les libéraux de Martin forment

**L'appui que cherchait le président Bush auprès du Canada pour ce projet était davantage politique que stratégique.**

un gouvernement minoritaire, Bill Graham remplace M. Pratt (battu dans sa circonscription) à la Défense. Les libéraux

sont toujours aussi divisés sur la question. Puis, en février 2005, à 10 jours d'un congrès national s'annonçant houleux, M. Martin renonce à toute participation canadienne. Au nom de Washington, l'ambassadeur Paul Cellucci manifeste son irritation.

À leur arrivée au pouvoir en février 2006, les conservateurs laissent ouverte la porte à une réouverture du dossier. Mais ce timide appel du pied n'a jamais eu d'écho. Dans leurs premiers contacts, au téléphone et en personne, ni le président Bush ni Stephen Harper n'abordent le sujet. Les deux pays consacrent bien davantage de temps à leurs différents commerciaux, dont le bois d'œuvre.

### L'économie d'abord

Et aujourd'hui, l'économie semble toujours le sujet de préoccupation numéro un des deux nations.

« Qui s'intéresse au bouclier antimissile? La loi Buy American, ça, c'est important! » lance Michel Fortmann, professeur de sciences politiques et directeur du Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale à l'Université de Montréal.

À l'époque de la Guerre froide, dit-il, les Américains avaient besoin du territoire canadien pour déployer un système de défense (la fameuse ligne DEW) contre la menace soviétique. Alors qu'aujourd'hui, les systèmes de détection sont déployés dans l'espace.

En ce sens, l'appui que cherchait le président Bush auprès du Canada pour ce projet était davantage politique que stratégique. Et le refus canadien aura, somme toute, fait bien peu de vagues dans l'ensemble des relations bilatérales.

UN MAGAZINE POUR L'HOMME URBAIN  
AUTOMNE 2009

**3 HOMMES  
PASSIONS  
STYLES**

OLIVIER MOREAUX, PASCAL PILON, PIERRE THIBAUT

**XYX**  
POUR HOMME SEULEMENT

Visitez notre version en ligne au [cyberpresse.ca/xy](http://cyberpresse.ca/xy)

La Presse - PROMOTION

# En guerre contre les talons hauts

## Les syndicats britanniques réclament des chaussures confortables

Souffrir pour être belle, d'accord, mais souffrir pour travailler? Les femmes ne devraient plus être forcées à porter des talons hauts au travail, disent les syndicats britanniques.

MALI ILSE PAQUIN  
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — Les syndicalistes britanniques ont un nouvel ennemi: les chaussures à talons hauts. Ils ont signifié aux patrons du pays cette semaine que les femmes pouvaient refuser de les porter au travail. Cette position a aussitôt provoqué une levée de boucliers... chez des adeptes des talons hauts.

Plusieurs dossiers chauds ont été abordés à la conférence annuelle de la centrale syndicale TUC (Trades Union Congress), qui s'est terminée hier à Liverpool. Toutefois, la motion demandant aux employeurs de réévaluer leur code vestimentaire a fait couler plus d'encre que la perte de 10 000 emplois mardi dernier.

«Le congrès demande aux employeurs qui exigent le port des talons hauts de s'assurer qu'ils ne nuisent pas à la santé de leur personnel. Si c'est le cas, les chaussures confortables devraient être permises», disait l'énoncé.



Une centrale syndicale britannique s'insurge contre le port obligatoire des talons hauts, particulièrement dans le commerce de détail. Peu reconnues pour leur confort, ces chaussures n'étaient pas moins prisées par les participantes à une course inusitée, à Berlin, en juillet dernier (ci-dessus).

PHOTO ARCHIVES AFP

Plus de 90 % de l'assemblée a approuvé cette mesure introduite par le syndicat des podiatres.

Elle avait pourtant été ridiculisée par la députée conservatrice Nadine Dorries. « Mon emploi est dominé par les hommes et mes collègues ont des instincts meurtriers, avait-elle écrit dans son blogue au mois d'août. Je dois leur tenir tête et je mesure 1m60. Je n'ai pas le choix

de porter mes Christian Louboutin. »

Des chroniqueuses de droite ont marché dans son sillon, avertissant les syndicats de ne pas toucher à leurs Manolo Blahnik. Même une syndicaliste uni-

versitaire a accusé le TUC de paternalisme et de sexisme. « Pourquoi visons-nous seulement les femmes? » a demandé Loraine Monk, juste avant le vote.

### Discrimination?

Ce sont plutôt certains milieux de travail qui sont discriminatoires, répliquent les défenseurs de la motion. « Nous ne disons pas aux femmes quoi porter, affirme à *La Presse* Mary Turner, présidente du syndicat GMB. Nous disons simplement que les femmes devraient avoir le choix de se chausser confortablement. Nous sommes leur allié. »

Le secteur du commerce de détail est montré du doigt. Les magasins Harrods et Selfridges, deux temples de la mode à Londres, ont des règles très strictes sur le type de chaussures de leurs vendeuses, soutient une podiatre qui désire conserver l'anonymat.

Résultat, plusieurs de ses patientes souffrent le martyre: oignons, nerf coincé et inflammation de l'avant-pied.

« Une de mes clientes s'est fait avertir que ses talons n'étaient pas assez hauts, dit de son côté Emma Supple, une sommité en podiatrie. Elle risque de perdre son emploi. »

Les opérations aux pieds coûtent 29 millions de livres sterling (50 millions \$ CAN) par année au système de santé, rappelle l'experte.

## Meurtre de l'étudiante de Yale

# Le suspect inculpé

D'APRÈS L'AFP

NEW HAVEN — La police américaine a arrêté et inculpé hier un technicien de laboratoire de l'Université Yale, soupçonné d'avoir assassiné Annie Le, une étudiante en médecine dont le corps avait été retrouvé derrière une cloison dimanche.

Raymond Clark, 24 ans, a été présenté à un juge du tribunal de New Haven au Connecticut, qui a fixé la caution à trois millions de dollars.

Le tueur présumé — avant-bras tatoués, t-shirt et pantalon kaki — n'a rien dit avant d'être emmené les jambes entravées.

Raymond Clark avait été présenté comme une « per-

sonne d'intérêt » juste après la découverte dimanche du corps dissimulé dans une cloison qui avait été dévissée, puis revissée dans le laboratoire où il était technicien. Annie Le utilisait ce même laboratoire pour ses expériences scientifiques.

Annie Le, âgée elle aussi de 24 ans, devait se marier dimanche dernier. Elle avait disparu le 8 septembre et la police avait mis cinq jours avant de découvrir son corps.

D'après le quotidien new-yorkais *Daily News*, Raymond Clark était excédé par la façon dont Annie Le traitait les souris de laboratoires lors de ses expériences. Selon d'autres médias, il serait tombé sous le charme de la petite Américaine d'origine vietnamienne.



PHOTO DOUGLAS HEALEY, AP

Raymond Clark, le technicien de laboratoire soupçonné du meurtre d'une étudiante de l'Université Yale.

Ce fait divers a horrifié la prestigieuse université où l'ancien président Bill Clinton, de nombreux hommes politiques, des chefs d'entreprises et des stars d'Hollywood ont étudié.

## AFGHANISTAN

# Six soldats italiens tués

D'APRÈS L'AFP

KABOUL — Six soldats italiens et 10 civils afghans ont été tués hier à Kaboul dans un attentat des talibans contre les troupes de l'OTAN, nouveau coup porté aux efforts de stabilisation de la communauté internationale au moment où l'Afghanistan s'enfonce dans la crise politique née des soupçons de fraudes massives à la présidentielle.

En milieu de matinée, un kamikaze a précipité sa voiture piégée contre un véhicule blindé léger italien, sur l'une des artères les plus fréquentées de la capitale afghane.

Les talibans ont aussitôt revendiqué cet attentat, parmi les plus meurtriers visant les forces internationales en huit années de guerre.

JUSQU'AU 5 OCTOBRE 2009

# CONCOURS

Pour le plaisir de cuisiner

Regardez l'émission, trouvez l'indice et complétez le bulletin de participation disponible au [www.telequebec.tv](http://www.telequebec.tv)

### À GAGNER :

UNE CARTE-CADEAU POUR L'ACHAT D'UN ENSEMBLE D'ÉLECTROMÉNAGERS OFFERT PAR **BRICK**

Valeur : 3000 \$ Tirage : 6 octobre 2009

Au Québec, Brick est imbattable!



CE SOIR 21 h  
■ À LA  
DI STASIO



Télé-Québec

### PRIX SECONDAIRES :

- 1 livre de recettes de Josée di Stasio *Pasta et cetera À la di Stasio*
- 1 coffret de 2 DVD de la série *À la di Stasio - Les saveurs de France*

Valeur approximative : 80 \$ Tirages : 15, 22, 29 septembre et 6 octobre 2009

Valeur totale approximative des prix : 3320 \$

Ouvert aux résidents du Québec âgés de 18 ans et plus. Règlement disponible à Télé-Québec.

## FORUM

## LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

## Air Canada est de retour



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Il n'y a pas six mois que Calin Rovinescu est à la tête d'Air Canada que déjà on sent souffler un vent de renouveau. Pour la première fois depuis longtemps, on a l'impression que la haute direction de l'entreprise veut s'attaquer résolument au mécontentement de la clientèle, autrefois fidèle.

Il semble aussi qu'Air Canada croit – pour vrai, pas seulement pour flatter les Québécois – au potentiel de l'aéroport Trudeau. «Je veux que Montréal redevenue une plaque tournante pour Air Canada», a dit M. Rovinescu



au cours d'une rencontre avec *La Presse*. Toronto restera toujours au cœur du réseau de la société. Toutefois, cela ne l'empêche plus de nourrir des ambitions pour la métropole québécoise. Déjà, de nouvelles liaisons ont été annoncées: Bruxelles, Barcelone, Athènes, Houston. Le vol Montréal-Genève, lancé au printemps, est déjà l'un des plus profitables du transporteur.

La tâche de relancer l'ancienne société de la Couronne sera colossale. Selon M. Rovinescu, la première phase, la «phase survie», est maintenant terminée. Des ententes ont été conclues avec les syndicats, du financement a été obtenu. Mais la structure de coûts reste trop lourde à porter. La récession a durement touché l'industrie. Et la concurrence sera plus féroce que jamais, particulièrement difficile à soutenir pour les

compagnies les plus anciennes (*legacy airlines*), dont le personnel est syndiqué et plus âgé que celui de leurs concurrents.

L'équipe de M. Rovinescu ne peut pas changer ces legs du passé. Aussi le nouveau PDG veut-il s'attaquer à la culture de l'entreprise. «Il faut que les décisions soient prises plus rapidement, que les mentalités soient fondées sur le *Just do it!*, pour reprendre le slogan de Nike», explique-t-il.

Tous les clients d'Air Canada ont été témoins d'une situation où un problème survenu dans l'aérogare dégénère en chaos tandis que les employés attendent d'avoir, d'en haut, une quelconque directive. M. Rovinescu veut que, désormais, les gens sur le terrain prennent l'initiative.

Changer la culture d'une vieille entreprise de 25 000 employés ne sera pas facile. Mais, selon le patron, c'est le seul moyen de regagner la confiance des consommateurs. Les employés doivent comprendre, dit-il en substance, que personne ne doit rien à Air Canada. Si le service est moins bon qu'ailleurs, les Canadiens choisiront sans hésitation un autre transporteur.

La tarification à la carte, qui a suscité l'ire des clients et transformé les agents de bord en commis de dépanneur, sera en partie abandonnée. Le service Rapidair a été modernisé en s'inspirant des bonnes idées de Porter Airlines. Air Canada envisage de plus un retour à l'aéroport de l'île de Toronto.

Le succès du plan Rovinescu n'est évidemment pas assuré. Mais au moins, la volonté y est. Les Canadiens, eux, ne demandent pas mieux que de retrouver le plaisir de voler sur les ailes de leur compagnie aérienne nationale.

## Beau, bon, pas cher



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Le bouclier antimissile, qui fut l'un des projets chéris de George W. Bush en matière de défense, passe à la trappe. Hier, Barack Obama a officiellement à un enterrement de première classe de la portion européenne de ce système. Un système coûteux, complexe, non éprouvé. Et qui était parvenu à braquer la Russie avant même d'être déployé en Pologne et en République tchèque, ce qui était prévu pour 2018.

L'ex-président, en effet, n'avait pu convaincre Moscou que l'initiative était essentiellement destinée à intercepter d'éventuels missiles iraniens à longue portée et munis d'une tête nucléaire. L'actuel président, lui, affirme qu'il vaut mieux déployer plus tôt, dès 2011, des intercepteurs mobiles éprouvés, les SM-3, contre une menace iranienne que l'on évalue aujourd'hui différemment. L'Iran s'intéresse plutôt aux engins à courte et moyenne portée qui ne menacent pas l'Amérique, plaide ainsi Obama. Et un rapport des services de renseignement américains (judicieusement...) coulé au *Newsweek*, mercredi, soutient que l'Iran ne se donnera pas l'arme nucléaire dans un avenir prévisible.

Bref, face à cela, le président des États-Unis croit qu'il peut se débrouiller pour l'instant avec du beau, bon, pas cher. Quitte à voir venir plus tard.



À la lumière du 11 septembre 2001, le commun des mortels entretenait déjà des doutes

## LA MINISTRE FÉDÉRALE DE LA SANTÉ PRÉSENTE SES EXCUSES AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DU MANITOBA



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

## OPINION

## Nationalisons l'éolien

Hydro-Québec doit en devenir le maître d'œuvre, comme pour l'hydro-électricité

BERNARD DRAINVILLE



L'auteur est député péquiste de Marie-Victorin.

L'année prochaine, nous célébrerons les 50 ans de la Révolution tranquille. Cette période charnière de notre histoire a été marquée par un projet audacieux, porté par René Lévesque: la nationalisation de l'électricité. Cette grande entreprise est devenue symbolique de l'esprit qui animait cette époque: la volonté d'être «Maîtres chez nous». Grâce à cette politique ambitieuse, nous avons pris en main notre destinée en développant fièrement nos ressources hydrauliques, qui sont au cœur de notre identité et de notre richesse collective.

En revanche, le travail amorcé par René Lévesque et Jean Lesage n'est pas terminé; il doit maintenant aborder les nouvelles réalités du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour demeurer maîtres chez nous, il faudra que nous devenions aussi les maîtres d'œuvre de la production d'énergie éolienne.

À ce titre, Hydro-Québec devra planifier et exploiter les immenses ressources éoliennes du Nord-du-Québec, en tout respect de l'environnement et des populations qui l'habitent. Le Québec est assis sur une mine d'or renouvelable, et les contrats de production sont donnés à des compagnies privées.



«En plus de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre, écrit Bernard Drainville, l'utilisation intelligente de notre potentiel de production électrique permettra de nous libérer de notre dépendance au pétrole, qui nous appauvrit.»

C'est inacceptable. L'énergie éolienne est nôtre; les profits qu'elle génère doivent appartenir aux Québécois.

En outre, si nous voulons vraiment nous doter, à long terme, d'un parc de véhicules électriques, nous allons devoir augmenter d'une manière substantielle notre production d'électricité. Nos immenses «gisements» éoliens pourraient donc contribuer à remplacer le pétrole comme source d'énergie pour le transport. En plus de diminuer nos émissions de gaz

comme Coca-Cola ou Naya continuent de mettre notre eau en bouteille sans nous payer quelque redevance que ce soit.

Même chose pour l'exploitation de nos ressources minières. Récemment, un rapport du vérificateur général du Québec nous apprenait que les compagnies minières ne nous paient pas leur juste part pour les profits que notre sous-sol leur permet de réaliser. Qu'attendons-nous pour agir?

Dans le présent contexte de morosité économique et de défi-

**Les contrats de production sont donnés à des compagnies privées. C'est inacceptable. Les profits que l'énergie éolienne génère doivent appartenir aux Québécois.**

à effet de serre, l'utilisation intelligente de tout notre potentiel de production électrique permettra de nous libérer de notre dépendance au pétrole, qui nous appauvrit.

Idem pour l'ensemble de nos ressources naturelles. Par exemple, en 2002, le ministre de l'Environnement de l'époque, André Boisclair, a fait adopter une politique nationale de l'eau qui prévoit que des redevances soient payées à l'État québécois par tout exploitant privé de nos ressources hydriques. Qu'ont fait les libéraux? Pendant six ans, ils ont refusé de bouger sur ce dossier. À ce jour, des entrepri-

cit structurel, les libéraux s'approprient maintenant à augmenter les tarifs (électricité, scolarité, etc.). Mais, avant d'aller piger encore une fois dans les poches de la classe moyenne, pourquoi ne pas maximiser nos sources de revenus pour enrichir notre État et, à terme, notre nation?

Les grands projets hydro-électriques et éoliens sont générateurs d'emplois et, à condition qu'Hydro-Québec en soit maître d'œuvre, de revenus importants pour l'État. Et si les compagnies privées qui exploitent nos ressources hydriques et minières payaient leur juste part de redevances, nous serions aussi beaucoup plus riches collectivement.

Bref, un nouveau maîtres chez nous, ça voudrait dire une augmentation immédiate des revenus disponibles pour l'État québécois. Autant de milliards qui pourraient être utilisés pour financer les services à la population et assainir nos finances publiques.

Prenons-nous en main. Proposons aux Québécois un Québec qui ne vise rien de moins que l'indépendance énergétique. Un Québec tellement riche qu'il n'aurait plus besoin de la péréquation d'Ottawa. Un Québec si riche qu'il n'aurait plus qu'à faire son indépendance politique.

## EXCLUSIF À CYBERPRESSE

Prolongement du métro: de mauvaises solutions  
[cyberpresse.ca/solutions](http://cyberpresse.ca/solutions)

## LE BLOGUE DE L'ÉDITO

[www.cyberpresse.ca/edito](http://www.cyberpresse.ca/edito)

Vaccin: Y'en aura pour tout le monde  
 par Ariane Krol



## À BIEN Y PENSER

Le gaspillage se poursuit à Ottawa. Après le scandale des commandites, ces dépenses injustifiables de 50 000\$ à la SCHL et à Agriculture Canada pour des balles de golf et des tees ne font que discréditer le gouvernement Harper.  
— Dominic Tardif, Québec

FORUM

## Grand guignol à Ottawa



ALAIN DUBUC  
COLLABORATION SPÉCIALE  
adubuc@lapresse.ca

Décidément, il y a des moments où le commentaire politique ressemble au journalisme sportif, quand les analyses les plus savantes et les pronostics en apparence béton résistent mal à l'épreuve des faits.

Il y a une semaine à peine, le déclenchement d'élections fédérales à l'automne était tenu pour une quasi-certitude. Mais le Bloc québécois et le NPD, dans un revirement que personne n'avait vu venir, ont décidé de soutenir les conservateurs et ont ainsi rendu caduque la menace des libéraux de renverser le gouvernement Harper.

Si la politique est si imprévisible, c'est peut-être parce qu'elle ressemble au sport. Reste à savoir lequel. On pensera bien sûr au hockey, notre sport national. Ou à la boxe, à cause de son caractère pugilistique. Je pense plutôt à la lutte, plus proche du grand guignol. Et plus précisément à la lutte à quatre, avec son côté désordre, où les coups peuvent venir de partout, comme dans ce Parlement où chacun des quatre partis peut tout faire dérailler.

Le côté cirque est plus présent que d'habitude parce que les gouver-

*Il est naturel qu'un parti ne provoque pas d'élections quand cela pourrait lui nuire. Cela n'a rien de déshonorant.*

nements sont minoritaires, avec les revirements, les coups de théâtre et la politaillerie que cela engendre. Ce qui pourrait être évité en partie si nos institutions, nos mœurs politiques et nos traditions journalistiques s'étaient adaptées à la situation.

Tout le débat politique, depuis des semaines, repose sur une prémisse fautive. Dans notre tradition, l'opposition est là pour s'opposer. Si un parti de l'opposition vote en faveur d'une mesure gouvernementale, sauf dans des cas exceptionnels, on dira qu'il appuie le gouvernement, s'en fait le complice, qu'il trahit ses valeurs, ou bien qu'il n'a pas de courage.

Une logique dont la faille est évidente. Si tous les partis de l'opposition se «tenaient debout», nous aurions de trois à quatre élections générales par année, parce que les gouvernements minoritaires tomberaient au premier vote important.

Mais nous sommes entre deux chaises. On n'aime pas les gouvernements minoritaires, mais on ne veut pas d'élections. On en voudra au parti qui nous précipitera en campagne électorale tout en lui reprochant de ne pas le faire.

Et il en sera ainsi tant qu'on n'acceptera pas l'idée qu'il est parfaitement normal, et même souhaitable, que des partis de l'opposition votent du côté du gouvernement, pour éviter l'instabilité politique de scrutins à répétition. Il faudrait aussi accepter le fait qu'il est naturel qu'un parti ne provoque pas d'élections quand cela pourrait lui nuire. Cela n'a rien de déshonorant. Mais aucun politicien n'a le droit de dire les choses comme elles sont.

Cette semaine, les quatre chefs, sans exception, ont pataugé dans les contradictions. Stephen Harper, après avoir raillé l'alliance des libéraux avec les «séparatistes» et les «socialistes», doit sa survie aux mêmes lépreux. Jack Layton, qui faisait ses gorges chaudes des 69 fois où les libéraux ont appuyé le gouvernement, multiplie les entrechats pour expliquer pourquoi il fait maintenant la même chose. Gilles Duceppe appuie le gouvernement après avoir récemment accusé libéraux et conservateurs d'être du pareil au même. Et Michael Ignatieff, après avoir longtemps soutenu le gouvernement, fait maintenant la leçon aux autres partis de l'opposition qui ne font que l'imiter.

Curieusement, c'est M. Ignatieff, dont le projet a pourtant été déjoué, qui pourrait être le grand gagnant. Dans une position intenable, forcé d'éviter «l'effet Dion», il a fait le pari de renverser le gouvernement Harper, même si les sondages ne lui étaient pas très favorables. Il profite maintenant du meilleur des deux mondes, en présentant l'image d'une opposition ferme, sans courir le risque d'une campagne électorale.

Mais le résultat, ce sont de doubles discours qui sonnent faux. Et qui ne font que nourrir le cynisme face à la politique.

## MONTRÉAL ÉLECTIONS 2009

## Quelles sont les priorités?

Montréal pourrait vite implanter des mesures efficaces à un prix raisonnable pour améliorer ses transports collectifs

Tout au long de la campagne électorale qui s'amorce à Montréal, M<sup>me</sup> Junca Adenot et Daniel Gill, professeur à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal, publieront régulièrement leurs réflexions dans nos pages.

## FLORENCE JUNCA ADENOT



L'auteure est directrice du Forum Urba 2015 au département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM. Elle a été présidente de l'Agence métropolitaine de transport de 1996 à 2003.

Dans une rare unanimité, citoyens et entreprises s'entendent enfin pour diminuer la place de l'automobile dans les quartiers urbains et sur le réseau routier. Il s'agit du principal moyen pour lutter contre la congestion coûteuse, améliorer l'environnement, diminuer les gaz à effet de serre et les îlots de chaleur, créer une qualité de vie qui encourage à vivre en ville et à investir. La Ville de Montréal s'est d'ailleurs dotée d'un plan de transport aux 21 chantiers audacieux, mais non priorités.

Développer les transports collectifs et actifs est prioritaire et urgent, ici comme dans les grandes métropoles, et force à travailler localement et régionalement autour de projets rassembleurs. Pour ce faire, l'amélioration des services requiert, en premier lieu, plus de services locaux, adaptés aux besoins, plus de fréquence, plus de places, de confort, des équipements rénovés, des voies réservées

pour éviter que les autobus stagnent dans la congestion.

Les sociétés de transports ont accru de 4% à 7% leur achalandage en 2008; il faut accélérer. À quand les voies réservées aux bus et au covoiturage sur toutes les artères routières? Quand bénéficiera-t-on de plus de stationnements incitatifs? À quand des rues piétonnes sur la rue Sainte-Catherine, dans le Vieux-Montréal, dans les quartiers, pour redonner la rue aux citoyens? À quand une meilleure utilisation des voies ferrées sillonnant Montréal et la région? Ces mesures efficaces s'implantent à court terme à

**La période électorale est propice pour que les futurs élus se prononcent sur des actions réalistes et efficaces pour les cinq prochaines années.**

un prix raisonnable, et ne nient pas les grands projets qui font rêver.

Dans la région de Montréal, les décideurs en transports sont nombreux. De multiples structures existent dans toutes les métropoles. Pourtant, des projets porteurs pilotés par des leaders passionnés surgissent et s'implantent. Gouverner, c'est prioriser, agir en intégrant les structures et avis divergents, et trouver les ressources. Le succès du BIXI est un bel exemple. À quand la réouverture de l'importante voie

réservée de l'avenue Pie-IX, fermée en 2002, étranglée dans des querelles de structures? À quand une navette ferroviaire entre l'aéroport et le centre-ville dont le meilleur tracé est connu depuis 2000, et la gare déjà construite? Toronto a sa navette depuis 15 ans. À quand le train de l'Est? À quand un arbitre du corridor Dalhousie dédié aux transports collectifs dans le réaménagement de l'autoroute Bonaventure et le SLR Champlain? À quand un nouvel échangeur Turcot qui intègre les objectifs de Montréal de limiter les voitures?

La période électorale est propice pour que les futurs élus se prononcent sur des actions réalistes et efficaces pour les cinq prochaines années. Vingt kilomètres de métro, des réseaux de tramways, de trolleybus coûtant plusieurs milliards, sont

des rêves à long terme qui s'ajoutent aux rénovations urgentes aux routes et matériels roulants.

Mais en attendant, comment améliorer le quotidien des Montréalais et de tous ceux qui viennent matin et soir à Montréal? Comment diminuer le nombre de véhicules dans les quartiers et sur les routes, par quels nouveaux services? Quelles sont les vraies priorités et qui s'engage à décider? C'est ce que de nombreux citoyens voudraient justement savoir.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

Les sociétés de transports ont accru de 4% à 7% leur achalandage en 2008; il faut accélérer.

## FORUM@LAPRESSE.CA

## Connu depuis longtemps

Quand j'ai été élu au conseil municipal de Montréal, en novembre 1994, j'étais au courant de ce qui avait été reproché à André Lavallée (vice-président du comité exécutif et maire de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie) dans sa jeunesse. Dans ma vie antérieure, j'étais policier à Montréal et directement impliqué dans la lutte contre le terrorisme des années 60 et 70. Je soupçonne aussi qu'André savait fort bien que je connaissais cette facette cachée de son passé. Pourtant, même si nous appartenions à des formations politiques opposées, cette question ne nous a jamais empêchés de travailler étroitement ensemble dans l'intérêt des citoyens de l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie que nous représentions, et même de devenir des amis. Aujourd'hui, je suis surpris et peiné de voir un fait connu depuis si longtemps, en fait une erreur de jeunesse, rebondir avec fracas dans l'actualité pré-électorale et je m'empresse d'assurer mon ami André Lavallée que je voterai encore pour lui le 1<sup>er</sup> novembre.

Robert Côté

## Journalisme à sensation

Vous avez décidé de publier la nouvelle sur André Lavallée et le FLQ comme un scoop: première page, gros dossier, avec tout ce que ceci implique comme battage médiatique. Cette décision n'était absolument pas justifiée d'un point de vue journalistique et n'a servi que vos intérêts. C'est de la nouvelle à sensation et du journalisme trash. Gesca, et incidemment *La Presse*, est présentement en période de crise. Cette crise des médias traditionnels n'est pas limitée à *La Presse*. Pour survivre, *La Presse* devra se réinventer, trouver sa place dans ce nouvel espace médiatique et cette survie, à terme, n'aura rien à voir avec une quelconque opération de réduction des coûts. Même si, à court terme, *La Presse* réduit ses coûts, si elle ne se réinvente pas, elle va frapper un mur et le choc sera brutal. Je constate que votre stratégie semble être d'abaisser votre niveau journalistique.

Colin Surprenant, Montréal

## La grande illusion

Graham Fraser s'inquiète du peu de place fait au français dans la préparation des Jeux olympiques de Vancouver. Le commissaire a rai-



son. Au cours des 50 dernières années, les gouvernements fédéraux successifs ont dépensé des milliards pour développer et maintenir l'illusion d'un pays bilingue.

Aujourd'hui, le Québécois futé qui voyage peut toujours trouver du français à la radio, à la télé, dans les grands hôtels et sur les affiches permanentes de certains bureaux fédéraux. S'il ne s'attarde pas trop à parler aux inconnus, s'il peut se passer de claviers bilingues en Ontario, l'illusion sera parfaite. S'il prend racine dans une grande ville hors Québec, avec un peu de chance il trouvera une école française pour ses enfants. Tout cela grâce aux milliards de Heritage Canada qui maintient ces services à bout de bras pour renforcer les minorités francophones (ce qui est bien) et rendre le Canada acceptable aux Québécois. Il ne faudrait surtout pas que quelques gestionnaires insensibles mettent en danger ce délicat échafaudage politique pour une question de sous.

Gérard Laurin, Gatineau

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070  
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
cyl@lapresse.ca

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816  
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320  
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

## ACTUALITÉS

## Guy Laliberté boute-en-train de l'espace



PHOTO MIKHAIL METZEL, ASSOCIATED PRESS

Guy Laliberté prévoit des surprises pour les astronautes de la Station spatiale internationale. Le fondateur du Cirque du Soleil, qui deviendra, selon ses dires, « le premier clown dans l'espace », entend aussi semer la bonne humeur durant son périple au-dessus de la Terre. M. Laliberté veut chatouiller les astronautes durant leur sommeil. Il apportera aussi son nez de clown rouge avec lui. Il a rencontré la presse hier, accompagné du cosmonaute Maxim Surayev et de l'astronaute Jeffrey Williams. Les trois hommes s'envoleront vers l'espace à bord de la fusée Soyouz, qui décollera à partir du Kazakhstan. Durant son aventure de 12 jours dans l'espace, Guy Laliberté entend garder à l'esprit que, plus jeune, il était un saltimbanque. À l'approche de son départ, qui devrait avoir lieu le 30 septembre, il dit commencer à être nerveux.

## Première japonaise pour un astronaute canadien

MATHIEU PERREAULT

L'astronaute canadien Robert Thirsk est devenu hier le premier astronaute à manipuler dans l'espace un nouveau vaisseau cargo japonais. La capsule *HII* est arrivée à la Station spatiale internationale peu avant 16h hier, avec 3,5 tonnes de matériel à son bord.

Le vaisseau japonais a été capté à l'aide du bras canadien par une astronaute américaine, qui a ensuite passé les commandes à M. Thirsk. « Des Canadiens ont travaillé 10 ans sur le bras canadien pour qu'il

puisse attraper sans problème un vaisseau inhabité de cette façon », s'est exclamé l'astronaute canadien Chris Hatfield, qui décrivait en direct la manœuvre d'arrimage pour une cinquantaine d'employés de l'Agence spatiale canadienne et des journalistes. « C'est la consécration de nos efforts. »

Avec la mise à la retraite de la navette spatiale, l'an prochain, la Station spatiale sera ravitaillée en astronautes par les capsules russes *Soyouz* et par les vaisseaux cargos inhabités russe *Progress*, européen *Jules Verne*, japonais *HII* et américains *Dragon* et *Cygnus*.

## La Russie lance un satellite canadien

AGENCE FRANCE-PRESSE

Khrounitchev, cité par l'agence RIA-Novosti.

MOSCOU — Une fusée russe Proton-M transportant un satellite canadien de télécommunications, *Nimiq 5*, a décollé dans la nuit d'hier à aujourd'hui du cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan, a annoncé un responsable du Centre spatial

Le satellite, construit par Space Systems-Loral pour le groupe canadien Telesat, est destiné à assurer la transmission d'émissions de télévision à haute précision au Canada et dans la partie continentale des États-Unis.

## Premier de sa catégorie. Garanti.

Voici la nouvelle garantie de satisfaction 60 jours<sup>1</sup>.

Si vous n'êtes pas entièrement satisfait de votre nouvel Equinox de Chevrolet, nous le reprendrons. Mais voici pourquoi nous croyons que vous allez vouloir le garder : Meilleur rendement éconergétique sur route de sa catégorie – meilleur que le CR-V de Honda, le RAV4 de Toyota, et même l'Escape hybride de Ford – et autonomie de plus de 1100 km sur route<sup>2</sup>. Sécurité 5 étoiles<sup>3</sup>. Meilleure protection au pays – garantie limitée de 5 ans/160 000 km sur le groupe motopropulseur, assistance routière et transport de courtoisie<sup>4</sup>. Mettez-nous à l'épreuve, et que le meilleur gagne. Pour tous les détails et restrictions, visitez [chevrolet.gm.ca](http://chevrolet.gm.ca).



Equinox de Chevrolet



QUE LE MEILLEUR GAGNE.



1. Retour du véhicule de 30 à 60 jours après l'achat; kilométrage inférieur à 4000 km. Les frais d'utilisation du véhicule et d'autres restrictions s'appliquent. La prise de possession du véhicule chez le détaillant doit être faite avant le 30 novembre 2009.  
2. Selon le Guide de consommation de carburant 2009 de Ressources naturelles Canada. Modèle Equinox TA 2010 équipé d'un moteur quatre cylindres, selon les essais effectués par GM conformément aux méthodes approuvées par Transports Canada. Votre consommation d'essence réelle peut varier. Autres véhicules GM exclus. 3. Cote 5 étoiles pour la protection du conducteur et du passager avant lors de collisions frontales et pour la protection des passagers avant et arrière lors de collisions latérales. Les cotes de classification du gouvernement des États-Unis font partie du programme d'évaluation des nouveaux véhicules de la NHTSA ([safercar.gov](http://safercar.gov)). 4. Selon la première éventualité; détails chez votre concessionnaire. Chevrolet est une marque de la General Motors du Canada, le partenaire automobile officiel des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver. MC © 2009, COVAN. Utilisées sous licence.